2,50 F
BELGIQUE : 20 FB
LUXEMBOURG : 20 FLUX
MAROC : 2,80 DH

Combat

SOCIALISTE

N° 62
VENDREDI 22 MAI 1981

MITTERRAND A L'ELYSEE

PIERRE MAUROY PREMIER MINISTRE



Et maintenant au travail

C'EST un sentiment de joie mêlé de fierté et de reconnaissance qu'ont éprouvé les socialistes quand, jeudi matin à 9 h 32, ils ont vu François Mitterrand gravir les marches du perron de l'Elysée.

Joie pour la France et les Français qui, résistant aux pressions des maîtres de l'argent, ont préféré l'audace au conservatisme et se sont résolument tournés vers un autre avenir. Joie aussi pour les socialistes, pour la gauche qui ont vu dans cette cérémonie de passation des pouvoirs l'aboutissement de longues années de lutte.

Fierté aussi. Même s'il est maintenant le président de tous les Français, c'est un socialiste qui est à l'Elysée. Cela ne s'était pas produit depuis Vincent Auriol, et les pouvoirs du président de la République n'étaient pas, alors, ceux que lui confèrent aujourd'hui les institutions et le suffrage universel.

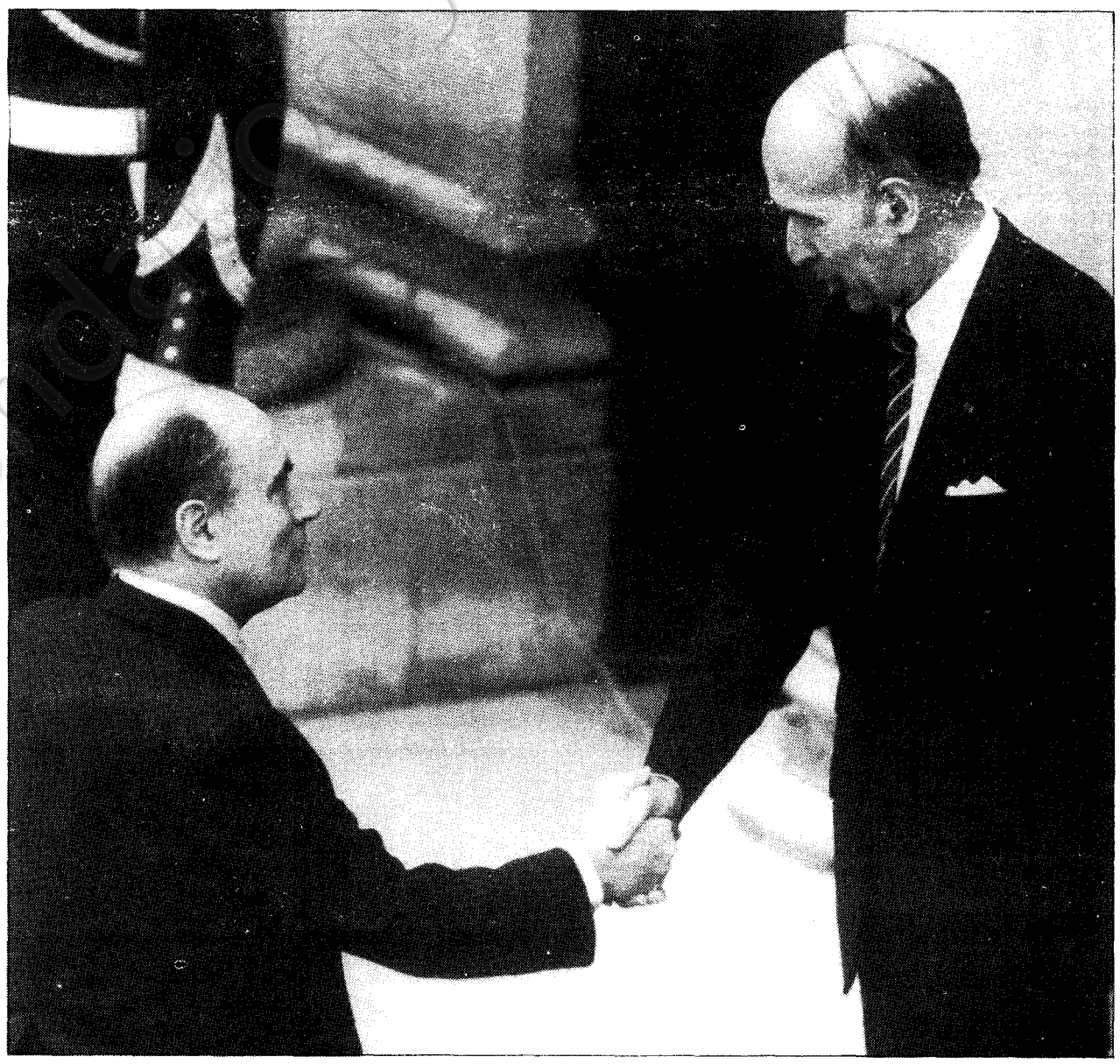
Reconnaissance enfin. Les socialistes français ne versent pas dans le culte de la personnalité, mais lequel d'entre eux n'éprouverait pas aujourd'hui de la gratitude pour celui qui a été le principal artisan de la renaissance du socialisme en France, qui a été inébranlable quand les vents de l'Histoire se montraient contraires, qui a su préparer à l'exercice du pouvoir des centaines d'hommes et de femmes ?

UN socialiste à l'Elysée, un socialiste à Matignon. Pierre Mauroy est l'un des dirigeants les plus populaires du Parti socialiste. Sa solidité d'homme du Nord, sa simplicité chaleureuse, la fidélité à son idéal l'ont fait reconnaître, au sein du Parti socialiste, comme un militant tout entier animé par le souci des autres. Son sens de l'action collective, ses capacités d'animateur et sa compétence de gestionnaire le désignaient, tout naturellement, pour la lourde charge qui lui échoit aujourd'hui.

AVEC la victoire de François Mitterrand et la constitution d'un gouvernement à majorité socialiste, le pas essentiel a été fait. Tout n'est pas gagné pour autant. Il reste d'abord à faire confirmer, lors des élections législatives, la victoire du 10 mai. Et il faut, dès maintenant, se mettre au travail : l'héritage de la droite est lourd et la coalition des privilégiés n'a pas désarmé.

Le changement se fera par l'action gouvernementale et parlementaire. Il se fera aussi par l'ardeur et la détermination des militants du socialisme, par leur travail d'explication, par leur volonté de rassemblement et d'entraînement. Il y a là, pour tous, une tâche exaltante pour laquelle, aujourd'hui pas plus qu'hier, ces militants n'ont à attendre d'autre récompense que la satisfaction de servir.

Claude GAULT



9 h 32 : sur les marches de l'Elysée, la poignée de main entre le nouveau et l'ancien président. (Photo Frédéric Pitchall)

EXCLUSIF

La première interview du nouveau premier ministre

(PAGE 3)

S.E.F.I. SONDAGES · ÉTANCHEMENTS FORAGES · INJECTIONS

LA TECHNIQUE DU SOL

Sondages de reconnaissance
Mécanique des sols
Injections d'étanchements
Remblayage de carrières - Puits de fondation
Parois berlinoises - Tirants d'ancrage

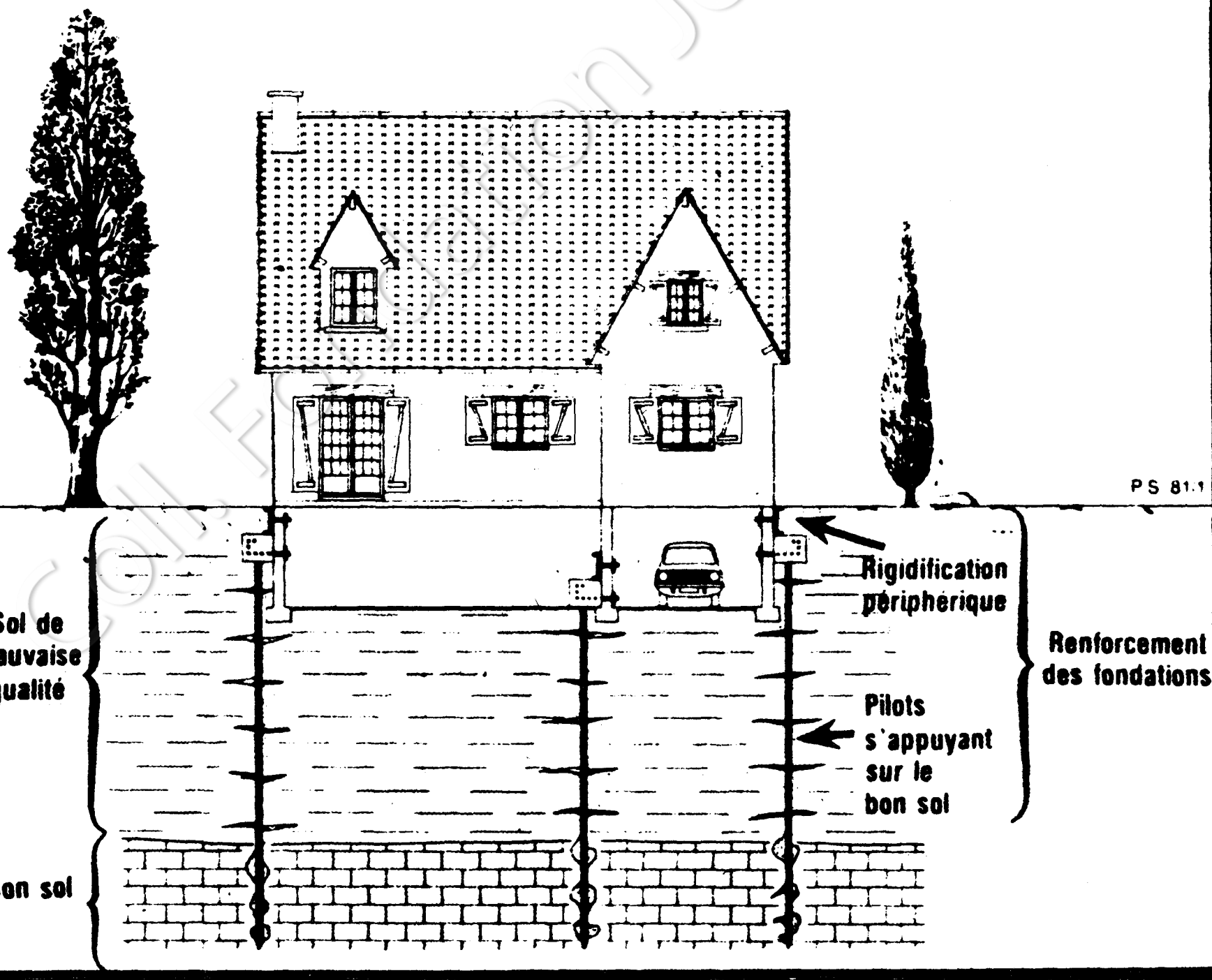
PROCÉDÉS SPÉCIAUX
Écrans armés
Pilots composites
Contreforts intégrés
Vis à terre

Renforcement de fondations d'immeubles, pavillons, monuments, ouvrages divers.

Exemple de procédé S.E.F.I.:

Renforcement des fondations d'un pavillon posé sur un sol de qualité insuffisante

(Pavillon présentant des désordres : Enfoncement local - Fissures importantes...)



S.E.F.I. 2, Route Nationale, 91170 VIRY CHATILLON
Tél. : (6) 996.96.96

INTERVIEW DU NOUVEAU PREMIER MINISTRE

La volonté du dialogue

François Mitterrand a annoncé jeudi, à 11 heures, la nomination de Pierre Mauroy à Matignon. Le nouveau premier ministre a accepté de répondre aux questions de *Combat socialiste*.

— Vous serez le premier chef de gouvernement socialiste de la Ve République. Que représente pour vous personnellement cette nomination ?

— C'est l'aboutissement d'une longue marche collective. Celle d'un homme, François Mitterrand, qui avec conviction, avec détermination, avec passion, a rendu le socialisme à la France. Celle d'un parti, le Parti socialiste, enfin réuni, retrouvé, victorieux et fort des milliers et des milliers de militants qui ont travaillé, qui ont convaincu et qui seront demain, comme hier, l'âme du combat pour le changement.

Celle aussi d'un peuple renouant avec son histoire, avec la vocation d'une France qui n'est grande que dans la liberté, la justice et la fraternité.

La victoire de François Mitterrand, elle est aussi celle de tous les prolétaires qui ont fait naître le socialisme du cri de révolte et de dignité des exploités, face à la montée du capitalisme le plus impitoyable.

Le maire de Lille, l'élu du Nord - Pas-de-Calais que je suis, ressent donc avec une émotion particulière la confiance que lui manifeste le président de la République en le chargeant de former le gouvernement qui construira avec les Français le changement qu'ils attendent.

— Comment concevez-vous votre rôle de premier ministre ?

— En faisant de François Mitterrand le premier président socialiste de la Ve République, les Français ont voulu l'alternance dans le respect des institutions. Ils ont consolidé la démocratie. Ils ont investi les socialistes de la charge de faire entrer la France dans un avenir à sa mesure.

Car ce que les Français ont signifié le 10 mai dernier, c'est leur espérance et leur volonté d'une France forte du travail de tous les siens, d'une France fière de son message universel de paix, de liberté et de fraternité, d'une France solidaire des plus pauvres chez elle et dans le monde, d'une France riche de la diversité de ses régions et de ses cultures, d'une France confiante dans la capacité des siens, d'une France volontaire et imaginative, réconciliée avec sa jeunesse et ses forces vives.

C'est cette volonté et cette espérance, cette rigueur et cette imagination que le gouvernement de la République incarnera avec résolution. En n'oubliant jamais que la France est faite de tous les Français, en sachant que le chemin vers le socialisme passe d'abord par le respect de la démocratie et la volonté du dialogue.

Propos recueillis par Colette PARIS



L'héritier d'une longue tradition



Le socialisme, le Nord et lui ne font qu'un. Dans son livre *Les héritiers de l'Avenir* (1977), il a raconté qu'à huit ans il connaissait par cœur *l'Internationale*. C'était en 1936 et un maire venait de s'installer dans son village du Nord, Haussy. Mais, pour Pierre Mauroy, le socialisme, ce n'est pas seulement des souvenirs d'enfance c'est aussi une tradition. Le maire de Lille écrit également « qu'*enfant d'Haussy j'étais socialiste presque physiologiquement* ».

SON père est un instituteur, un de ces « hussards noirs » qui restent un des plus beaux héritages de la IIIe République.

1945 : il a dix-sept ans ; il adhère aux Jeunesses socialistes. A la fin de la guerre toute une génération est pleine d'espoir devant l'ère nouvelle qui commence.

1949 : secrétaire général des Jeunesses socialistes, Pierre Mauroy continue d'enseigner l'histoire et la géographie dans un lycée technique de la région parisienne jusqu'en 1955.

Le vieux rêve réalisé

1951 : Parallèlement, il crée la Fédération nationale des foyers Léo-Lagrange, une des plus importantes réussites de la SFIO. Pour Pierre Mauroy, l'encadrement et la formation de la jeunesse sont les conditions essentielles de l'émancipation du peuple. Cette conviction le conduira à quitter en 1958 les Jeunesses socialistes (il est vrai qu'il est également atteint par la limite d'âge) et à ne plus se consacrer qu'aux foyers.

Il vit avec déchirement l'effondrement de la IVe République et juge, sans complaisance, les hommes qui l'animent. L'expérience de Pierre Mendès-France l'enthousiasme, l'homme le fascine et, malgré le déclin de la SFIO, Pierre Mauroy ne doute pas un instant que la victoire du socialisme ne soit inéluctable parce que, écrit-il, « *le Parti socialiste est enraciné dans la conscience du peuple de France et peut-être, ajoute-t-il, dans son subsconcient* ».

Il faut voir dans cette confiance le résultat de son enracinement dans sa terre natale du Nord avec la vie ouvrière qu'il connaît « au quotidien ». Seule, pense-t-il, une gauche forte peut permettre l'avènement du socialisme. Aussi tous ses efforts d'homme politique tendent vers l'unité de la gauche centrée autour d'un Parti socialiste puissant. C'est le sens de son engagement au sein de la FGDS et de son soutien à la candidature unique de François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1965. Elu en 1963 au bureau national de la SFIO il partage l'idée du regroupement de tous les socialistes.

1966 : Pierre Mauroy crée le Centre d'étude et de promotion (CEDEP), qui a pour but de redonner « *sa vocation nationale au Parti socialiste* ». On pourrait presque parler d'obsession. Mais cette activité débordante ne plaît pas à la direction du parti.

Laquelle direction, pour contrecarrer cet « activisme », soutient le lancement d'un concurrent appelé à un avenir certain : le CERES (Centre d'études, de recherches et d'éducation socialistes).

1971 : Le congrès d'Epinay. Pierre Mauroy qui a beaucoup travaillé à sa préparation écrit qu'à ce moment « *Tant d'hommes qui avaient attendu des années avant que ne se constitue ce nouveau Parti socialiste, étaient enfin regroupés : le vieux rêve commence à se réaliser.*

Une nouvelle page du socialisme

Cette même année, Augustin Laurent l'appelle pour être son adjoint à la mairie de Lille. Deux ans plus tard, il devient député de la circonscription et maire de la ville. L'année suivante, il est élu président du conseil régional Nord-Pas-de-Calais.

1974 : Toujours l'obsession de l'unité et de l'élargissement, Pierre Mauroy est un des initiateurs des Assises du socialisme. De nouveaux courants et de nouvelles personnalités viennent se joindre au Parti socialiste. Parmi ces dernières, Michel Rocard.

Le député du Nord a également participé aux négociations qui ont abouti à la signature du Programme commun (juin 72).

1977 : Il est réélu à la mairie de Lille à la tête d'une liste d'union de la gauche.

Deux ans plus tard, au congrès de Metz, il présente sa propre motion, à l'origine de la création du courant Action socialiste (B) et se rapproche de Michel Rocard mais soucieux des intérêts du Parti il s'efforce de faire le lien entre celui-ci et le premier secrétaire.

Il ne suit d'ailleurs pas Michel Rocard lorsqu'il présente sa candidature à l'élection présidentielle.

1979 : Il est élu à l'Assemblée européenne, mais il démissionne quelques mois plus tard de son siège pour se conformer à la règle de non-cumul des mandats en vigueur au Parti socialiste. Pierre Mauroy est membre du bureau exécutif du PS, après avoir assuré la coordination du secrétariat national de 1971 à 1979. Il a été enfin, pendant la campagne présidentielle, le porte-parole du candidat Mitterrand. Le nouveau premier ministre est-il confiant en l'avenir ? Quelques semaines avant le scrutin du 10 mai il écrivait : « *Ce sont les Français et les Françaises qui vont écrire la nouvelle page du socialisme en France.* »

Philippe LAURAND

EIP

Electrifications Industrielles & Publiques

Installations de mâts d'éclairages « Grands espaces »
Sonorisation — Eclairage public — Illuminations
Installations électriques ***H.T. et B.T.***

NORD : 57, rue de Trécise - 59000 LILLE - Tél. : (20) 52.09.97
PAS-DE-CALAIS : Z.I. - BP 102 - 62110 HENIN-BEAUMONT
Tél. : (21) 75.16.82

UN ENTRETIEN AVEC MICHEL CREPEAU

«La victoire de la gauche, ce sera sa réussite»

Propos recueillis par Jérôme BOUVIER

Michel Crépeau, dénonçant lui aussi l'« effet Chirac » estime que sa formation a un rôle moteur à jouer dans la constitution d'un mouvement de centre gauche. Il y voit essentiellement Michel Jobert, mais il regarde également avec attention l'appel lancé par le PSU et, certaines franges de l'écologie et de l'extrême gauche. Quoi qu'il en soit, il attend du PS un accord électoral pour les législatives.



Quelle est l'analyse que vous, tirez, vous Michel Crépeau, et le MRG de la situation politique française après la victoire de François Mitterrand ?

— La France a choisi la voie du changement, et je m'en réjouis car c'est une chance que notre pays a su saisir. Mais il faut garder la tête froide ; la victoire de la gauche, ce sera sa réussite.

De ce point de vue, nous nous trouvons en face de plusieurs échéances. Il faut d'abord gagner les élections législatives ; non point qu'elles puissent être considérées comme le troisième tour de l'élection présidentielle, mais parce que la gauche aura besoin d'une majorité parlementaire pour faire voter les lois nécessaires à la mise en œuvre des réformes qu'ont voulues les Français. Je suis confiant. De la même manière que les radicaux de gauche ont contribué à la victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle, ils contribuent à la victoire de la gauche aux élections législatives. Ils seront aussi membres à part entière de la nouvelle majorité.

D'autres échéances attendent aussi la gauche. Ce sont d'abord les problèmes économiques et sociaux auxquels il va falloir faire face. De ce point de vue, il faudra se montrer à la fois très réaliste et très responsable, et ne pas non plus décevoir ceux qui ont voulu le changement. Je pense en particulier aux chômeurs, aux smicards, à tous ceux qui souffrent des fantastiques inégalités de la société française, sans oublier non plus ceux qui assurent des responsabilités économiques au niveau des entreprises et qui ont besoin d'être rassurés.

Sans avoir à se renier le moins du monde, je crois qu'il conviendra d'élargir la majorité et de susciter un de ces grands élans populaires dont notre peuple est quelquefois capable.

Michel Jobert peut apporter beaucoup à notre pays et à la gauche dès lors qu'il n'est plus ailleurs.

— ***Selon l'analyse de vos résultats au premier tour, quel est l'avenir que vous définissez pour le MRG ?***

— Si on limite l'analyse des résultats du premier tour de ces élections à un problème arithmétique, je considère que je n'ai certainement pas atteint le niveau de suffrages que j'espérais, ou en tout cas celui qui correspond à l'influence du radicalisme dans ce pays.

La raison tient pour beaucoup de ce que l'on a appelé l'« effet Chirac ». Par ailleurs, la position prise par certains parlementaires, notamment les députés, dans les départements d'implantation traditionnelle du radicalisme m'ont sûrement fait perdre un point. Enfin, il est certain que la présence d'un candidat écologiste a mobilisé un certain nombre d'électeurs sur lesquels j'aurais pu normalement compter.

Pour autant, ma candidature n'a pas été inutile pour la gauche en général ni pour le MRG en particulier. Sa valeur dépasse ses résultats arithmétiques. Je la situe à l'importance du courant d'opinion suscité par ma campagne et par mon livre *l'Avenir en face*. Ces 650 000 personnes qui se sont dégagées du scrutin sont surtout des jeunes, dont il convient de noter qu'ils ne se situent pas dans les bastions traditionnels du radicalisme. Comme tous ceux qui ont voté pour les petits candidats, cet électorat est par ailleurs un électorat qui a refusé la facilité, ce qui n'est pas négligeable sur le plan qualitatif. Il y a donc émergence de forces nouvelles pour une relance du radicalisme.

Cela me conduit à réaffirmer le postulat de ma campagne, qui n'était pas une opération survie pour le MRG mais l'amorce d'une reconstitution, sur l'échiquier politique français, d'un mouvement de centre gauche humaniste qui me paraît représenter une nécessité pour la décennie qui commence.

— ***Concrètement, le MRG a-t-il un avenir ?***

— J'en suis tout à fait convaincu. La victoire de François Mitterrand prouve à l'évidence la nécessité d'un centre gauche. C'est pourquoi sans doute on voit tant d'ouvriers de la onzième heure se présenter pour dire qu'ils représentent le centre gauche. Il paraît clair que, si le centre gauche doit se rassembler, ce ne peut être qu'autour du Mouvement des radicaux de gauche. Parce que la tradition de notre pays veut que le centre gauche, ce soit le radicalisme, dont la division n'a plus lieu d'être aujourd'hui.

— ***Vous pensez aux radicaux valoisiens ?***

— Oui. Ou tout au moins à une partie des radicaux valoisiens qui avaient quitté la gauche par peur du Programme commun, ou tout simplement parce que, probablement de bonne foi, ils croyaient transformer la majorité de

Il paraît clair que, si le centre gauche doit se rassembler, ce ne peut être qu'autour du MRG.

l'intérieur. Sans doute ont-ils mis trop de temps à se rendre compte de leurs erreurs. Mais, après tout, on ne peut pas construire une politique sur des rancunes.

Pour autant, je pense qu'il y a un délai de convenance qui doit être respectés. Un « délai de viduité », pour prendre un langage juridique. Actuellement, on assiste à des reconversions un peu trop rapides pour n'être pas suspectes. Je sais bien qu'« *il y a plus de place dans la maison du père pour le pécheur repenti que pour cent justes qui persévèrent* ». Mais, enfin, le purgatoire existe pour ceux qui croient au ciel...

— ***Vous pensez à Michel Jobert ?***

— Le problème de Michel Jobert est différent. Car il s'agit là d'une tradition gaulliste et pompidolienne qui ne se reconnaît pas dans le chiraquisme. Le chiraquisme, outre ce parfum de trahison qui l'accompagne un peu trop souvent (Chaban-Delmas d'abord, Giscard d'Estaing ensuite), ne ressemble en rien au gaullisme. Il est devenu avant tout une droite vigoureuse et musclée.

Je comprends parfaitement que des gens comme Michel Jobert se sentent très mal dans cette affaire, et qu'ils souhaitent rejoindre le centre gauche. Est-il possible, est-il souhaitable que nous nous retrouvions dans une formation politique unique ? Je n'en sais rien. C'est probablement prématuré. On peut imaginer des formes intermédiaires au niveau d'un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale, pendant de ce qu'est la gauche démocratique au Sénat, où se retrouvent des gens qui sont de centre gauche mais qui ont des philosophies un peu différentes.

— ***Ce qui pourrait ouvrir sur une fusion éventuelle...***

— C'est possible. Mais cela mérite tout de même un approfondissement. La meilleure façon de rassembler le centre gauche, c'est cette vision commune qu'il aura du soutien à apporter au gouvernement de gauche. Michel Jobert a peut-être plus de capacité à rassembler un certain nombre de gaullistes déçus par Giscard s'il le fait de manière autonome que par la constitution immédiate d'un parti unique de centre gauche.



de l'élection présidentielle, un certain nombre de convergences sont apparues entre ce que j'ai dit et ce qui a été dit par Brice Lalonde et Huguette Bouchardeau. Ce message semble avoir été reçu principalement par un électorat jeune qui souhaite une gauche différente. Ces sensibilités accumulées représentent même une fraction non négligeable de l'électorat. Je ne suis pas sûr qu'il soit très facile de regrouper tout ce monde dans les circonstances présentes, mais je suis convaincu qu'il y a là une sensibilité dont le gouvernement devra tenir le plus grand compte.

— ***Le MRG souhaite-t-il participer au gouvernement ?***

— Nous avons participé à la victoire de la gauche. Nous entendons soutenir de toutes nos forces le gouvernement de la gauche et aider au maximum le président de la République dans les tâches difficiles qui l'attendent.

Cela implique normalement que nous participions à l'exercice de certaines responsabilités et que nous soyons présents là où nous pouvons être utiles. Mais je n'ai rien à retirer de ce que j'ai écrit dans mon livre *l'Avenir en face* et de ce que j'ai dit dans ma campagne électorale : je crois être plus utile si je me comporte comme un allié fidèle et franc que comme un courtisan de la dernière heure.

— ***Que souhaitez-vous pour les élections législatives à venir ?***

— Il va de soi que nous négocions un accord avec le Parti socialiste, comme nous l'avons fait lors de toutes les élections précédentes. Cet accord doit, d'une part, nous permettre d'avoir un certain nombre d'élus et, d'autre part, de nous affirmer en tant que tels. Si l'on veut qu'un centre gauche existe et si l'on veut une majorité suffisamment large pour soutenir efficacement le gouvernement à l'Assemblée, cela vaut quelques sacrifices. Cela suppose aussi que le Parti socialiste sache dominer sa victoire.

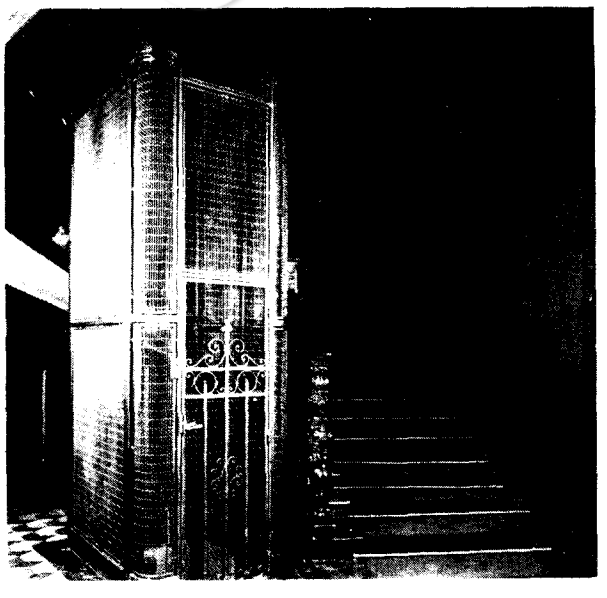
Les valoisiens... On ne construit pas une politique sur des rancunes.

— ***Mais avec qui travaillez-vous à la constitution de cet éventuel centre gauche ?***

— J'y travaille d'abord avec les radicaux de gauche, avec les jeunes, avec les forces nouvelles qui s'y sont ralliées. Je suis prêt à discuter avec Michel Jobert, mais je ne peux pas oublier que, pendant son travail sous Pompidou, j'étais déjà derrière François Mitterrand. Il ne faut pas oublier non plus que nous avons vingt-cinq parlementaires. Michel Jobert n'a pour le moment aucun élu. Mais c'est un homme que je considère comme très estimable, qui peut apporter beaucoup à notre pays et à la gauche dès lors qu'il n'est plus ailleurs.

— ***Que pensez-vous de l'appel qui a été lancé par Huguette Bouchardeau, Roger Garaudy, certaines franges des Amis de la Terre et de l'extrême gauche, pour constituer également un rassemblement ?***

— Il est évident que, à l'occasion du premier tour



R. DRIEUX

le spécialiste de la création d'ascenseurs dans les immeubles existants

• ENTRETIENT
• TRANSFORME
• INSTALLE
TOUT ASCENSEUR

Système de parking
Porte de garage

93 rue de Meaux - 75019 PARIS
607 61 51

Du Panthéon à l'Elysée, la renaissance

FRANÇOIS MITTERRAND, lors de sa journée d'investiture, fera une longue escale au Panthéon, en compagnie du peuple de Paris et de ses nombreux amis. Dans un premier temps, il remontera la rue Soufflot, puis il pénétrera dans le « temple sacré » aux accents de l'« *Hymne à la joie* » de la neuvième symphonie de Beethoven, pour déposer une gerbe sur les tombes de Jean Jaurès et de Jean Moulin, les plus grands symboles de liberté de notre siècle.

Un peu d'histoire

Louis XV, qui était tombé gravement malade lors d'une escale à Metz, fit le vœu, s'il guérissait, de remplacer l'église en ruine de l'abbaye Sainte-Geneviève par un magnifique édifice. Il guérit et fait appel au marquis de Marigny pour réaliser son vœu. Germain Soufflot est chargé des plans, et dessine un gigantesque édifice, d'une long de 110 mètres, large de 84 mètres et haut de 83 mètres.

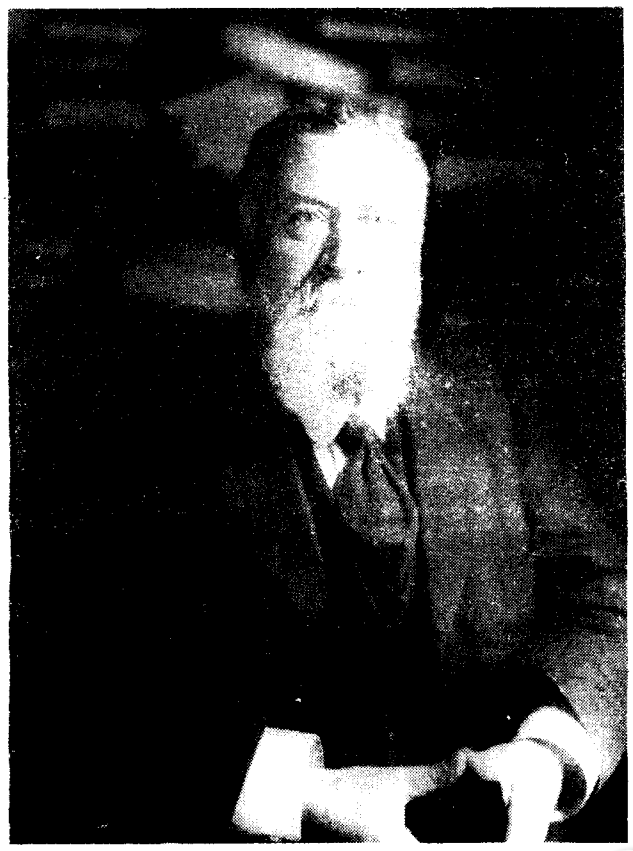
Les fondations sont commencées en 1758, mais faute de fonds les travaux traînent. Souflot meurt, un de ses élèves achève le gros de l'œuvre en 1789.

En 1791, la Constituante décide que l'église, fermée au culte, recevra désormais *les « cendres des grands hommes de l'époque de la liberté française »*. C'est pendant cette période que Voltaire, Mirabeau et Rousseau y sont inhumés. Cet édifice prendra le nom de Panthéon, en hommage aux dieux antiques. Le Panthéon sera tour à tour tranformé en église, puis en quartier général de la Commune. Il prendra le titre de temple laïque en 1885 pour recevoir les cendres de Victor Hugo.

Dès lors, les personnages les plus marquants, Sadi Carnot, Emile Zola, Marcelin Berthelot, Paul Langevin et Louis Braille, Félix Eboué, Paul Painlevé, le maréchal Lannes..., sont entrés au Panthéon.

JEAN JAURES

Réconcilier la République et le socialisme



LE jour où il accède à l'investiture suprême comment imaginer que François Mitterrand ne se réclame pas de celui qui, par son génie polymorphe, sut incarner et incarne encore le socialisme français.

Cette démarche au Panthéon sur la tombe de Jean Jaurès est plus qu'un symbole, même si le président de la République sait combien ceux-ci sont désormais attachés à sa fonction.

Pour celui qui sut restaurer l'audience du parti socialiste, en faire ce qu'il est aujourd'hui, en conserver l'unité, ce premier et solennel recueillement signifie la conscience et l'attachement qu'il porte à l'héritage, ou plus exactement aux héritages du député du Tarn. A travers l'hommage de François Mitterrand, c'est celui de tous les militants connus ou méconnus, de tout un peuple qui se souvient.

« *Si nous allons vers l'égalité et la justice, ce n'est pas aux dépens de la liberté : nous ne voulons pas enfermer les hommes dans des compartiments étroits, numérotés par la force publique. Nous ne sommes pas séduits par un idéal de réglementation tracassière et étouffante. Nous aussi, nous avons une âme libre* », pourrait-on répondre à ceux qui s'inquiètent de l'arrivée de la gauche au pouvoir, paraphrasant le célèbre orateur dont la voix d'airain est aussi enfouie dans la crypte du Panthéon.

« *C'est une notion banale pour nous aujourd'hui,* expliquait Léon Blum le 31 juillet 1917, jour du troisième anniversaire de l'assassinat de Jaurès, *que République et Socialisme sont, sinon deux termes équivalents, du moins deux termes étroitement dépendants l'un de l'autre... Or, quand Jean Jaurès est entré dans la vie publique, vers 1885, non seulement les deux notions n'étaient pas solidaires, inséparables l'une de l'autre, mais elles étaient distantes et presque opposées.* » Ce n'est donc pas le moindre de ses talents d'avoir concilié les deux ayant compris que « *ce qui est réalisable dans le domaine politique par la recherche et la reconnaissance des droits de l'individu ne l'est dans l'ordre économique que par l'organisation collective* ». Cette double exigence républicaine et socialiste est encore d'actualité.

« *Quand le socialisme aura triomphé, les hommes se sentiront, dans le plus modeste travail des mains, les coopérateurs de la civilisation universelle et ce travail plus noble et plus fraternel ils le règleront de manière à se réserver toujours quelques heures de loisirs pour réfléchir et pour sentir la vie.* » L'immense majorité des travailleurs ne souscrit-elle pas à cette ambition de Jaurès quand elle demande aujourd'hui davantage d'initiative, de qualification, de démocratie à l'intérieur des entreprises ?

Celui qui fut à l'origine de la Société des Nations, le visionnaire passionné de paix et hostile avant tout à la politique des blocs que ses plus virulents détracteurs purent pour un temps qualifié d'utopiste, le défenseur du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'aurait sans doute pas une attitude différente pour prôner la nécessité de l'organisation internationale et s'associer à l'essor des pays du tiers monde.

« *Il savait, il n'a jamais perdu de vue, que dans le régime actuel de la propriété, des échanges, du travail, toutes les nations sont solidaires les unes des autres, qu'il faut que le progrès social, pour être efficace et durable, marche partout d'un pas égal.* »

De son action au sein du Parti socialiste au moment où des ruptures s'annonçaient entre partisans des réformes et théoriciens de la révolution, il fut peut-être l'un des premiers à considérer que dans l'état présent de la société, certaines réformes pouvaient avoir valeur révolutionnaire. C'est l'opinion de Léon Blum : « *Il avait compris qu'il y avait acte révolutionnaire chaque fois que le cours naturel de l'évolution est rompu, chaque fois qu'un puissant soubresaut procure d'un coup à la classe ouvrière un résultat brusquement acquis et qui aurait supposé des siècles d'évolution régulière.* »

Sa foi dans l'humanité et les progrès qui lui reste à accomplir, Jaurès, l'humaniste par tradition, par goût de l'histoire, par l'étendue de sa culture, de ses dispositions d'écrivain et de poète, la puisait en recherchant dans la société tout ce qu'elle a compté de vérité, de morale, de connaissance scientifique. Ce qu'il exprimait de cette image : « *C'est en descendant vers la mer que le fleuve reste fidèle à sa source.* »

Dominique FERBOS



JEAN MOULIN

Le refus de la gloire

« *AUJOURD'HUI jeunesse, puisses-tu penser à cet homme comme tu aurais approché tes mains de sa pauvre face informe du dernier jour, de ses lèvres qui n'avaient pas parlé : ce jour-là, elle était le visage de la France.* »

C'est en ces termes qu'André Malraux, alors ministre de la Culture salua, à l'occasion du transfert de ses cendres au Panthéon en 1964, Jean Moulin l'ancien « chef du peuple de la nuit », le résistant, dont l'action clandestine et la mort, toutes deux exceptionnelles, correspondaient à l'honneur retrouvé d'un pays.

Chaque Français sait ce qu'il doit à l'invincible détermination, au courage hors du commun d'un homme qui, trahi, arrêté, torturé, déporté, ne s'abandonna pas, ne livra aucun secret, « lui qui les savait tous » et dont le destin se confond avec la survie de la France.

C'est parce qu'il avait su dire non au déferlement de l'armée allemande, non aux facilités du gouvernement de Vichy, que l'ancien préfet de Chartres avait été choisi par le général de Gaulle pour unifier les différents mouvements de la Résistance et présider le Conseil national de la Résistance. A ce titre, son action de l'ombre rend aussi gloire de tous les refus, des moindres petits gestes des hommes et des femmes qui ne se découragèrent pas, des souffrances de tous les prisonniers, de tous les fusillés, de tous les maquisards, de tous les torturés, de ceux qui parlèrent et de ceux qui ne parlèrent pas, de tous les déportés.

Mais aujourd'hui ce n'est plus au son du roulement des tambours et du glas que le peuple de France honore son héros, ses héros. Entré dans la légende de l'histoire, Jean Moulin représente l'espoir d'une jeunesse. *L'Hymne à la joie* résonnera rue Soufflot quand François Mitterrand montera vers le Panthéon.

D. F.

Lisez, faites lire Combat socialiste

«L'Hymne à la joie»

Un quatuor de solistes vocaux franco-germano-belge de réputation internationale interprétera jeudi « L'Hymne à la joie » au Panthéon pour les cérémonies d'investiture du président de la République, François Mitterrand.

Ce quatuor sera entouré des chœurs et de l'Orchestre de Paris, sous la baguette de leur directeur, le chef israélien, Daniel Barenboim. Ces quatre solistes seront la soprano française originaire des Antilles, Christiane Eda-Pierre ; la mezzo allemande, Hanna Schwarz ; le ténor allemand, Siegfried Jérusalem et le baryton belge, José Van Dam.

Le chœur final du quatrième mouvement de la neuvième Symphonie en ré mineur de Beethoven est dit *Hymne à la joie* ou *Ode à la joie* du titre du poème de Schiller, dont le compositeur a utilisé une partie du texte.

Dès les premiers vers, son inspiration s'affirme : « *Oh, frères ! assez de tristesses. Place aux chants de fête et d'allégresse, de joie et de bonheur...* » La symphonie, qui est dédiée au roi de Prusse, Frédéric-Guillaume III, a été créée à Vienne le 7 mai 1824, sous la direction de Beethoven.

Romain Rolland, dans sa *Vie de Beethoven,* a écrit que dans cette œuvre « *toute une humanité frémissante tend les bras au ciel, pousse des clameurs puissantes, s'élance vers la joie, et l'étreint sur son cœur* ».



Un espoir pour l'Amérique latine

Isabel Allende, veuve du président chilien Salvador Allende, participera aujourd'hui à la cérémonie d'investiture de François Mitterrand. Elle représente, de par son nom, un symbole pour la cause du socialisme.

— Quelles ont été vos réactions en apprenant la victoire de la gauche en France le 10 mai ?

— La victoire de la gauche en France représente pour nous, Chiliens, un grand espoir pour le monde entier, et spécialement pour le mouvement de libération des pays d'Amérique latine. Je crois que le 10 mai a été une étape décisive pour la cause démocratique, pour le respect des droits humains. Je souhaite à François Mitterrand et à son gouvernement un réel succès, et je sais que des millions de personnes qui vivent entre la répression, l'angoisse et la torture formulent le même vœu.

— Aujourd'hui, vous allez assister à la journée de passation des pouvoirs. Que représente cette cérémonie pour vous ?

— Je me sens très honorée de participer à cette journée, que l'on peut qualifier d'historique, une grande journée de joie pour tous. Je trouve qu'il est très touchant de voir que tous les amis personnels de François Mitterrand, les intellectuels de tous les pays, les personnalités politiques qui ont le plus marqué sa campagne, ont tenu à être là pour cette journée mémorable. Et puis le geste qui me semble le plus émouvant, c'est la cérémonie du Panthéon, très révélateur de la personnalité de François Mitterrand. Dans un moment aussi personnel, penser à rendre hommage au fondateur du parti socialiste français, Jean Jaurès, et au chef de la Résistance, Jean Moulin, est très important. Il rattache ainsi sa victoire à tout un passé symbolique pour le peuple français.

Tout cela me rappelle la journée d'investiture de Salvador Allende. Le président nouvellement élu avait rendu un hommage personnel à tous les pères de la patrie chilienne, à tous ceux qui avaient sacrifié leur vie pour la construction d'un pays démocratique. Salvador Allende a prononcé à cette occasion une phrase que je n'oublierai jamais : « *Avec moi, pour la première fois dans l'histoire, le peuple entre à la Moneda.* »

Il voulait faire un gouvernement, un Etat avec tous les Chiliens déshérités, faire vivre le peuple en démocratie. En cela, il y a beaucoup de similitudes entre le programme du président chilien et celui du nouveau président français. J'espère que François Mitterrand, lui, parviendra à l'unité de la classe populaire, à la réconciliation de tous les peuples, et qu'il instaurera un grand climat de confiance.

Propos recueillis par Christine MENZAGHI

A bon entendeur...

Michel Poniatowski estime que « *Jacques Chirac, par sa campagne à l'élection présidentielle, a contribué à l'échec de Valéry Giscard d'Estaing avec toutes les conséquences qui vont en résulter pour le pays* ». Il lui conseille donc de « *contribuer maintenant à gagner les élections législatives pour que l'essentiel soit sauvé* ». A bon entendeur...

Dans la presse du matin

Le Matin : « En appeler à la fête, c'est en appeler à la transgression, au désordre d'un instant, à la poésie, à la gratitude, à la reconnaissance de l'autre. Un appel qui sera entendu ce jeudi 21 mai dans de nombreuses villes de France où l'on va célébrer l'installation de François Mitterrand à l'Elysée. (...) Cette fête de la rue, au fond, prolonge la curieuse impression de défoulement qui traverse depuis le 10 mai des lieux (...) qui jusque-là avaient privilégié le style compassé de l'ordre établi, voire l'alignement pur et simple sur les "hommes du président" ».

Le Quotidien de Paris : « Que la fête commence. Mais que la fête soit spontanée. En ce 21 mai de l'an de gauche 1981, à un mois des législatives et à deux du 14-Juillet, il n'est pas question pour le nouveau pouvoir d'instaurer des fêtes de la raison comme il y a près de deux cents ans. La Révolution n'est plus ce qu'elle fut. Les hommes changent, mais les institutions restent en place tout comme les jours fériés de commémoration républicaine. (...) N'empêche qu'il y a le peuple. Et que ce peuple, attiré par l'inévitable cérémonie et qui se rassemble, ne demande qu'à s'amuser. C'est ce qu'on appelle une fête spontanée. »

Pierre SAMBRE

L'Humanité : « C'est aujourd'hui que le président François Mitterrand, élu pour le changement, prend ses fonctions à l'Elysée. Après avoir prononcé son « au revoir » télévisé, Giscard d'Estaing a approuvé hier le tableau dressé par Raymond Barre de la situation en France. Tableau maquillé, mais significatif cependant. Tout prouve la nécessité absolue d'une politique nouvelle. Cete nécessité a été exprimée largement par les électrices et les électeurs le 10 mai. (...) »

Roland LEROY

Libération : « Aujourd'hui, c'est fait. Un président de gauche est officiellement aux commandes de l'Etat. Des cérémonies officielles, et pour finir le feu d'artifice des grandes journées parisiennes : la rue offerte à une foule innombrable. (...) D'un côté, la fête, de l'autre, les cérémonies. Un règne arrive. Avec ses symboles. Et pour tout pouvoir, comme chacun le sait, les symboles ont une importance décisive. Mitterrand a choisi le socialisme démocratique. Il sera largement représenté, de Jaurès à Olof Palme, la Résistance avec Jean Moulin et tous les résistants de son entourage, et le tiers monde avec ses prix Nobel et ses écrivains. »

Serge JULY

Sud-Ouest : « Une nouvelle expérience commence et c'est désormais le futur qui importe. A gauche comme à droite, on semble avoir compris que les interminables polémiques concernant le passé ne sont plus d'actualité. Pour de multiples raisons, cette expérience à laquelle les électeurs ont donné le feu vert sera difficile. Elle commandera des changements d'hommes et de pratiques, dans de nombreux domaines, ce qui n'ira pas naturellement sans remous. Aux Français, et d'abord à ceux qui nous dirigent maintenant, de prouver que le changement n'est ni l'instabilité ni le désordre. »

André MANNON

Ouest-France, *sous le titre « Bonne chance, Monsieur le Président » :* « Vous prenez les commandes, au milieu des bourrasques qui parcourent le monde et qui sont peut-être celles qui précèdent les grands orages. Nous ne connaissons pas encore votre méthode de pilotage, mais, du pilote, nous attendons qu'il ne regarde pas trop en arrière, comme d'autres l'ont fait, pour expliquer par le passé les difficultés du moment. Nous souhaitons, au contraire, qu'il regarde loin en avant et trace, dès le départ, une route qui permette à chacun de savoir où l'on va et par quel chemin. »

François-Régis HUTIN

La Montagne : « Le nouveau président devra montrer rapidement qu'il sait dominer sa victoire en ne dilapidant pas le capital de confiance ou de réserve prudente dont il bénéficie à l'heure actuelle pour rassembler derrière lui une large majorité de Français dépassant les frontières du "peuple de gauche". »

La Marseillaise : « Enfin, voici qu'après vingt-trois ans de domination sans partage, le pouvoir des châteaux et des cousins, des milliardaires et des affairistes, des financiers et des sociétés multinationales est obligé de céder la place. Aujourd'hui même, François Mitterrand prend ses fonctions à l'Elysée et ainsi s'ouvre une nouvelle page de notre histoire, pleine d'espérance pour les travailleurs. (...) L'austérité appartient à la droite car elle épouse et elle a épousé depuis des dizaines d'années les intérêts froids et égoïstes des sociétés multinationales. Aujourd'hui, nous tournons la page, et aujourd'hui, c'est la fête. La France a un nouveau président de la République. Quelque chose de nouveau, de positif, est enfin possible. »

Jacques ROGER

LEGISLATIVES

Le PS réserve une cinquantaine de circonscriptions

Le Parti socialiste a décidé de réserver une vingtaine de circonscriptions pour ses « partenaires de la majorité présidentielle » et une trentaine pour des candidats socialistes, sous réserve d'approbation de la Convention nationale du parti qui se tient dimanche.

Cette décision a été arrêtée par le bureau exécutif du PS au cours d'une réunion mercredi soir. La Convention nationale, a indiqué M. Laurent Fabius, porte parole du PS, décidera de l'ensemble des candidatures et tous les candidats seront investis dimanche soir.

Elle devra également examiner, a précisé M. Fabius, la question des discussions avec les forces qui ont constitué « la majorité présidentielle de François Mitterrand ». Il a notamment cité les radicaux de gauche, certaines personnalités gaullistes de gauche, le PSU et le Parti communiste.

Au cours de ces discussions qui seront menées par MM. Lionel Jospin et Jean Poperen, le porte parole du PS a laissé entendre que « les propositions socialistes ne seront pas négociées ».

M. Fabius a enfin indiqué que cinq députés socialistes sortants ne se représenteraient pas : M. Maurice Andrieu (Haute-Garonne), M. Maurice Masquère (Haute-Garonne), M. André Saint-Paul (Ariège), M. Gilbert Faure (Ariège), M. Maurice Brugnon (Aisne).

La remise du grand collier

GRAND croix de la Légion d'honneur, André Biard, a été choisi pour remettre le collier de grand maître de la Légion d'honneur à François Mitterrand. Ancien commandant de la première armée française et ancien gouverneur militaire de Strasbourg.

Agé de soixante-trois ans, ce Normand, originaire de Falaise (Calvados), était entré à Saint-Cyr en 1937. Breveté d'études militaires supérieures, il participera aux trois conflits conduits par l'armée française depuis 1940 : la Seconde Guerre mondiale, la guerre d'Indochine et la guerre d'Algérie. En 1940, il est blessé et fait prisonnier. Rapatrié sanitaire, il sera affecté en 1941 en Algérie puis au Maroc.

Le général André Biard est titulaire de deux citations à l'ordre de l'armée et de deux citations à l'ordre de la division au titre de la guerre 39-45 et de trois citations à l'ordre de l'armée et deux citations à l'ordre de la division au titre des TOE. Il a reçu trois blessures en 39-40.

Des membres du PSU rejoignent le Parti socialiste

Afin que le PS devienne le parti de tous les socialistes, onze anciens dirigeants du PSU parmi lesquels Victor Fay, Léo Goldberg, Jean-Louis Serre, qui avaient voté François Mitterrand dès le premier tour de l'élection présidentielle, appellent à rejoindre le PS.

Ils soulignent dans un communiqué que : « *Le maintien d'une organisation minoritaire, ou sa fusion avec d'autres groupements d'extrême gauche, ne lui permettra pas de sortir de l'isolement dont témoigne l'insuccès du PSU aux élections présidentielles.* (...)

» *Le Parti socialiste a besoin du soutien de tous ceux qui œuvrent à la satisfaction des revendications des travailleurs et à la réalisation des réformes de structures de la société dans une perspective autogestionnaire.* »

Lisez, faites lire Combat socialiste

Négociations sociales : répétition générale

Le round d'observation s'achève. Les choses sérieuses ne débuteront pour le gouvernement que la semaine prochaine. L'antenne présidentielle, dissoute ce jeudi, lui remettra ses dossiers, instruits des mille et une revendications des syndicats et d'autant de conseils ou de mises en garde, parfois pointues. Dure semaine pour les syndicats. Au tour du gouvernement d'honorer ses engagements en intégrant une inconnue de taille, le patronat.

JUSQU'A la veille de la nomination du gouvernement, les grandes centrales syndicales auront peaufiné leurs dossiers, mis à plat leurs stratégies, hiérarchisé les urgences. Seules la CFDT et FO auront été reçues par l'antenne présidentielle. La CGT attend toujours la mise en place du gouvernement et reste muette sur ses positions. La CGC et la CFTC confirment ne pas avoir été invitées par l'antenne. Mais toutes les centrales se souviennent des engagements pris par François Mitterrand au cours de sa campagne.

On devrait assister ainsi, avant même les législatives, aux relèvements du SMIC, du minimum vieillesse, des prestations familiales et de quelques autres allocations ainsi qu'à la relance de la négociation sur le temps de travail. Et chaque centrale voudrait inscrire au calendrier de la quinzaine à venir quelques-unes de ses revendications prioritaires. Leurs dossiers sont prêts. Certaines n'ont pas ménagé conseils et mises en garde à propos des incidences de telle ou telle mesure.

Tout d'abord, le SMIC. De combien faut-il l'augmenter ? La CFDT veut 10 %, au premier juin. La CFTC souhaite 5 % de gain de son pouvoir d'achat. FO se refuse à avancer un chiffre. Mais toutes trois se sont penchées sur l'impact de la hausse tant sur les salaires que sur l'inflation.

Se référant aux augmentations qu'a connues le SMIC dans le passé, FO chiffre autour de 10 % le nombre de salariés qui seraient touchés en cas de hausse du SMIC de 13,5 % (et à 7 % ceux touchés par un relèvement de 10 %). La CFDT n'a pas manqué non plus de s'interroger sur les conséquences d'une hausse substantielle et sur les effets de diffusion.

En fait, les centrales syndicales ont en mémoire la note de synthèse toute fraîche du groupe Gilbert Dreyfus, directeur de l'aéroport de Paris, chargé par l'ex-ministre du Travail, Jean Matteoli, de mettre sur pied une politique de relèvement des bas salaires. Elles ont aussi entre les mains la « simulation » faite à la demande du groupe par l'INSEE *(voir encadré)*.

Et puis certaines n'oublient pas non plus que le relèvement du SMIC entraîne dans son sillage toute une série de réévaluations, comme les rémunérations des apprentis, des assistantes maternelles, des salariés en formation professionnelle, comme celles des indemnités de chômeurs licenciés pour raison économique, les pensions de réversion...

Le gouvernement devrait réunir la Commission supérieure des conventions collectives. D'ordinaire, le gouvernement se contente de recueillir l'avis de cette commission avant de décider. La CFDT souhaite qu'il s'instaure aujourd'hui au niveau de cette instance une véritable négociation.

Le SMIC devait être réévalué au premier juin de la hausse des prix de ces derniers mois, et réajusté à nouveau en juillet après consultation de la Commission des conventions collectives. Vraisemblablement, le ministre du Travail fera d'une pierre deux coups et le SMIC pourrait connaître une hausse autour de 10 % au premier juin.

Quant au minimum vieillesse il devrait passer à 1 700 francs par mois au premier juin. Or, fait remarquer FO, un travailleur qui a cotisé pendant trente-sept ans et demi, dont dix ans au plafond (5 730 francs actuellement), perçoit aujourd'hui, comme retraite maximale du régime général, 2 865 francs par mois. C'est bien mal payer une vie de travail. Il faudrait débloquer le plafond, suggère FO. Ce qui provoque des levées de bouclier chez la CGC.

Et puis, s'inquiète FO, où va-t-on prendre l'argent ? Dans les caisses du régime général dans le Fonds national de solidarité — alimenté par la vignette ?

Question identique à propos des prestations familiales... François Mitterrand avait promis de les réévaluer une première fois de 25 % dès son élection. Or, il n'existe pas moins de 23 allocations différentes. Lesquelles vont augmenter. Peut-on le faire, c'est-à-dire reste-t-il de l'argent dans le tiroir allocation familiale de la caisse Sécurité sociale. Tiroir alimenté par les seuls employeurs. N'avait-on pas prévu en novembre 1980, un déficit de 1 milliard de la branche allocation familiale pour l'ensemble des régimes, s'interroge un syndicaliste ?

La CFDT souhaite dès la réévaluation de juin une réforme des allocations tandis que FO entend négocier tout le système de financement de la protection sociale.

Sur ce point, l'antenne présidentielle rassuré certains syndicats. Le gouvernement n'entendrait pas remettre en cause les régimes paritaires.

Catherine MAUSSION

SMIC : l'INSEE fait tourner METRIC

Et si l'on augmentait d'un seul coup, demain le SMIC de 20 %. L'hypothèse n'est pas faitaisiste. Elle a été testé par la direction de la prévision de l'INSEE. Le groupe Dreyfus l'en avant chargé. Et l'institut lui a remis le 28 avril dernier ses estimations.

20 % d'un coup, c'est beaucoup, explique l'INSEE qui a fait tourner pour la circonstance, le modèle METRIC. Beaucoup pour les prix, notamment et pour le solde de nos échances avec l'extérieur. Sauf si on la jumelle avec une baisse de quatre points des cotisations employeurs et d'un relèvement de l'impôt sur le revenu. La mesure est alors bénéfique à la croissance qui augmente de 0,7 point en moyenne par an, à l'emploi (les chômeurs reculent de quelques milliers. Les administrations équilibrent leurs comptes et les échanges ne se portent pas trop mal. Mais on sort ainsi de l'épure, estime le groupe Dreyfus : il n'a pas reçu pour mission de *« faire financer par l'impôt l'augmentation du pouvoir d'achat du SMIC »*.

Aussi, le groupe incline — il a gelé ses travaux mais pourrait être prié de les reprendre — plutôt vers la seconde hypothèse : une croissance du SMIC de 5 % par an pendant cinq ans. Le SMIC se situe ainsi à l'horizon 1984 à 3 215 francs par mois, valeur mars 1981 et l'économie selon le groupe est tout à fait en mesure de supporter un relèvement de cette importance.

Champagnole ville morte

LE conseil municipal de Champagnole (Jura) a décidé d'organiser vendredi une journée « ville morte », pour témoigner de son inquiétude sur le sort des quelque 450 salariés des usines de la ville et des communes avoisinantes, travaillant pour Le Jouet français.

Cette société, dont le principal actionnaire est la General Occidentale de Jimmy Goldsmith et qui commercialise notamment les marques Jouef (trains électriques), Heller-Solijouet (modélisme) et Delacoste (premier âge), a déposé récemment son bilan (*voir Combat socialiste* du 16 mai). Le licenciement d'une grande partie, sinon de la totalité de ses salariés, serait catastrophique pour Champagnole, municipalité de onze mille habitants.

Le congrès de la CGC s'ouvre aujourd'hui à Nanterre

Débat d'idées ou déballage de querelles?

LE congrès de la CGC, qui rassemble aujourd'hui 813 délégués à Nanterre, aurait pu être une vraie réunion de travail. Pour les cadres, l'élection d'un président de gauche, ce n'est pas rien. Elle requiert une réflexion sur leur rôle et particulièrement sur celui de la maîtrise, sur leurs régimes de protection et sur les hiérarchies de salaires. Elle implique surtout qu'ils essaient d'obtenir du nouveau président ce que la droite leur a toujours refusé.

Mais, en fait de réunion studieuse, l'atmosphère risque fort d'être celle d'une foire d'empoigne.

Passera passera pas ?

Le pas de clerc de la présentation d'un cadre à l'élection présidentielle a laissé plus que des séquelles : un malaise. Ce sont les métallurgistes, et à leur tête Paul Marchelli, qui l'expriment le mieux. Pour eux, aussitôt terminée la convention des états généraux qui s'est tenue le 7 novembre à Vincennes, Jean Menu et ses proches ont eu peur de jouer les apprentis sorciers. Une majorité des deux tiers s'était prononcée pour la présentation d'un cadre contre Giscard à l'élection présidentielle. Il leur fallait maintenant aller très vite dans le sens de la décompression.

Résultat : aux yeux de la fédération de la métallurgie, Jean Menu s'est contenté de vagues promesses, et s'est efforcé d'enliser le processus de la présentation d'un cadre de façon à la rendre impossible.

A ces griefs, explicitement formulés, s'ajoutent des opérations internes beaucoup moins idéologiques. Paul Marchelli refuse de voir sa fédération rééquilibrée par la constitution de cartels de petites fédérations.

Lors du congrès des métallos tenu à Limoges en juin dernier en présence de Jean Menu, Paul Marchelli avait lancé au président confédéral un avertissement qui, pour être amical, n'en était pas moins solennel. Apparemment, il n'a pas été entendu.

Il veut donc se donner les moyens de l'être. Il n'était, jusqu'à présent, que le secrétaire général adjoint de la confédération. Aujourd'hui, il entend qu'on lui fasse une place correspondant à l'importance de sa fédération. Il brigue donc les fonctions de délégué général, occupées par Jean de Santis, ou de secrétaire général, par Jean Menin.

Qui est le patron ?

Mais ni l'un ni l'autre ne veut s'effacer. Ils ont le soutien de Jean Menu, dont ils étaient il y a trois ans encore les adversaires acharnés. Ce dernier ne supporte plus la personnalité de Paul Marchelli. Pendant près de deux ans, le président des métallos a donné l'impression d'être le vrai patron de la confédération. Les états généraux de Vincennes, c'est lui ; l'idée de présenter un candidat à l'élection président, c'est lui ; l'accord avec la CFDT sur la durée du travail, c'est lui ; la rupture avec la CGT après une réconciliation spectaculaire, c'est encore lui.

Jean Menu souhaite donc aujourd'hui se débarrasser de la tutelle de ce lieutenant encombrant. Mais le débat d'idée s'efface au profit des coups les plus « tordus ». D'un côté, on fait circuler un tract insultant à l'égard du président de la métallurgie. De l'autre côté, on laisse entendre que le président confédéral a quelques dettes du côté du pouvoir.

Il y a deux ans, Jean Menu s'était assigné pour tâche première de ressouder une CGC menacée de dislocation. Aujourd'hui, il revient à la case « départ ». Mais la CGC pouvait-elle se le permettre?

Alain ECOUVES

BREF

• **Le chômage va diminuer** à partir du mois de juillet à l'usine Talbot de La Rochelle (Charente-Maritime). L'entreprise, qui compte 2 000 salariés, chômait un jour sur deux depuis huit mois. La direction indique que le chômage technique *« diminuera presque complètement »* à partir de juillet. Talbot, qui a supprimé 500 emplois à La Rochelle depuis le début de l'année 1981, vient de réintégrer dans cette usine 40 machines-outils servant à la fabrication de culbuteurs, qui se trouvaient chez un sous-traitant, les établissements Luchaire à Crezancy (Aisne).

• **La direction de Ceraver,** entreprise d'équipement de centrales nucléaires employant 1 400 personnes à Tarbes (Hautes-Pyrénées), annonce 900 suppressions d'emploi. L'intersyndicale CGT, CFDT, FO dénonce dans un communiqué l'attitude de la direction, « qui veut accélérer la procédure de licenciement ».

• **La fabrique de piles électriques** Varta à Bréitenbach (Haut-Rhin), qui emploie actuellement 450 salariés, envisage de supprimer une centaine d'emplois d'ici à trois ans. Dans un premier temps, l'entreprise va supprimer 40 postes de travail, occupés par des femmes, pour les remplacer par des machines *« plus performantes »*.

• **La société d'optique Vergo,** située dans la banlieue de Strasbourg, annonce le dépôt de son bilan. Cette décision concerne 550 salariés et fait suite au retrait du groupe American Optical, le principal actionnaire.

• **Le comité d'entreprise** des établissements Compair-France, fabricant de compresseurs à Vaux-le-Pénil (Seine-et-Marne), indique que la direction a déposé à l'inspection du travail une demande de 50 licenciements, en raison de l'arrêt de la fabrication des compresseurs à haute pression. Ce matériel de construction française, qui alimente actuellement 60 % du marché national, sera désormais fabriqué en Grande-Bretagne par la société mère Comptair Ltd.

• **Le personnel des carrières de baryte** de la société Couleurs zinciques, à Montbazens (Aveyron), poursuit son mouvement de grève le 18 mai à l'appel de la CGT. Les grévistes demandent une augmentation de salaire de 20 % et le paiement des frais réels de déplacement.

DOSSIER

LE CINEMA FRANÇAIS OU



« Protéger le réalisateur et lui donner les moyens de son choix. » (Photo Gamma)

« *Le cinéma est un art qui progresse de crise en crise.* » Cette boutade d'Orson Welles suffit-elle à éclairer le triste bilan du cinéma français en 1981 ? Côté vitrine, le Festival de Cannes, avec son cortège de voitures, de mondanités, de discours de circonstance. Mais, sous une apparente insouciance, cette crise sera très certainement évoquée.

En 1957, 411 millions de spectateurs, en 1977, 170 millions. Depuis cette année « tristement record », la baisse du taux de fréquentation sem-

De «l'Esprit du vent» à «l'Espoir»

« *LE cinéma, c'est du spectacle. A partir du moment où vous enlevez le spectacle, que reste-t-il ?* » Tony Molière, producteur, distributeur, exploitant, et homme malicieux, sourit un instant. Le spectacle, il connaît. Le cinéma aussi. Elevé dans le Montmartre de naguère, il a vécu son enfance dans le sillage de peintres, d'écrivains (tel Roland Dorgelès)... et surtout des Fratellini avec lesquels son père, artiste de cirque, entretenait une solide amitié. Au cirque, « *on ne triche pas, Monsieur* ». Tony Molière non plus.

Dans les années 60, il est coiffeur pour dames. Tout en coupant les cheveux en quatre le jour, il déchire les billets dans un cinéma d'art et d'essai le soir. Puis il devient opérateur. Un jour, il fallut choisir .

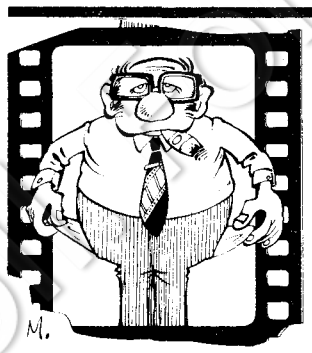
De 1965 à 1970, il anime deux salles d'art et d'essai, *le Renoir* et *le Marais, organise des projections-débats entre étudiants et réalisateurs dans un cycle : « Les cinéastes témoins de leur temps ». Après un passage à la Cartoucherie de Vincennes, au côté de Jean-Marie Serrault, il monte, grâce à des amis, sa propre société de distribution.*

En 1981, sa méthode continue de bouleverser les habitudes. Son coup de génie réside dans l'exploitation d'un paradoxe.

« *Sans Gaumont, UGC ou Parafrance,* dit-il, *on se « raye » la distribution, surtout en province.* » Le constat de ce fait monopolistique ne gêne nullement Tony Molière. Au contraire, car le système génère ses propres failles. Les films « fragiles » demandent un travail plus adapté, plus personnalisé. Or la machine Gaumont, par exemple, est mal préparée pour digérer ce type de production. Et les sorties en province laissent souvent à désirer, même pour des productions Gaumont. En assurant au film une promotion solide, sans matraquage publicitaire, préférant un bon article dans la presse régionale à une mauvaise publicité dans un quotidien national, Tony Molière va prouver aux grands circuits qu'il peut concilier leurs impératifs de rentabilité avec ses exigences de qualité.

Récusant le « nombrilisme » de quelques productions — « *il faudrait donner de l'argent pour que certains films ne sortent pas* » — il distribue successivement Carlos Saura (*Vivre vite,* entre autres), Wajda (*l'Homme de marbre...*), Zanussi (*le Contrat...*) ainsi que de jeunes réalisateurs français. Au total, une quinzaine de films par an.

Mais, il faut toujours se battre. Ainsi, avec *l'Esprit du vent* : « *Nous avons dépensé 400 000 francs de publicité pour que ce film existe. Quand, au bout d'une semaine, la Gaumont réduit le nombre de salles, alors là je « gueule ». On ne peut pas dire en une semaine qu'un film n'a pas démarré. C'est faux. On ne lui a pas donné le temps d'exister, de trouver sa place.* »



« Tout le monde a de la chance et tout le monde se trompe »

Les exploitants pratiquent la politique du tiroir-caisse. Tony Molière ajoute : « *La programmation se fait désormais le lundi matin à la lecture de* Ciné-Chiffres.

L'exploitation ?... Venons-y.

« *Par chance,* nous confie-t-il, *j'ai pu acheter le* Trianon *à Saint-Nazaire. J'ai monté un complexe de cinq salles, dont une (celle de six cents places) est utilisable pour le théâtre.* » Là encore, il personnalise sa gestion. Sa femme s'occupe du complexe, car il ne cache pas que l'exploitation est « *aussi une sécurité financière* ». L'accueil, la qualité des projections, le confort, autant d'arguments non négligés.

Il crée une animation particulière, drainant aussi bien Jean Carmet que Andrzej Wajda pour des projections-débats. Et qui peut mieux comprendre les luttes d'un ouvrier de Gdansk qu'un tôlier des arsenaux de Saint-Nazaire. « *Ce sont des gens qui comprennent l'image et qui discutent de l'image.* » A bon entendeur, salut.

Enfin, le Tony Molière producteur n'est pas moins séduisant. Sans qu'il l'avoue, quelque part la création le fascine. Pour lui, « *la production est aussi une création* ». Voilà pourquoi il finance, dès l'écriture, le prochain film de Charlotte Dubreuil, la « baladant » à Nantes, la confrontant à un scénariste italien en renom.

« *Il faut avoir du tonus et une envie formidable* » confesse-t-il. Ces ingrédients se retrouveront dans le prochain film de Wajda, *l'Espoir,* tiré du roman de Malraux, d'après une adaptation de Jorge Semprun.

Le succès ne monte pas à la tête de cet humaniste tranquille. « *Le cinéma est un art populaire, il faut qu'il le reste.* » Son enthousiasme balaie le mythe de la crise mais pas la réalité des difficultés.

Prends

« *SI Jean-Paul Belmondo vient nous demander demain un crédit important, le risque est très minime* », confie Daniel Conac, fondé de pouvoir de l'agence du Crédit lyonnais des Champs-Elysées. « *L'argent va à l'argent,* ajoute-t-il, *et nous raisonnons en banquiers.* »

Dans le septième art, en effet, la spéculation conditionne toute analyse. « *Le cinéma est l'une des industries les plus hautement spéculatives* », indiquait le rapport Malécot, publié en 1977. Et, « *si l'on trouve toujours les raisons d'un échec, le succès ne s'explique jamais* ». Robert Sussfeld, vingt-cinq ans de production au côté de M. Poiré à la Gaumont, constate : « *Aucune étude de prospective n'a jamais été faite sur le goût du public. Par conséquent, on spécule sur celui-ci le temps qu'un scénario devienne un film.* »

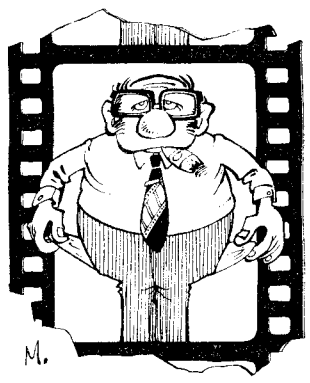
Qui aurait pu prévoir qu'après *Flic ou voyou* (un énorme succès), *le Guignolo* (avec les mêmes) serait un échec ?

« *On bâtit une affaire sur du vent* », précise Robert Sussfeld. Pas surprenant donc que le cinéma soit « *un monde où le taux de fraudes et de manipulations se révèle considérable* ».

Pour produire et distribuer un film, le scénario est immuable. Par exemple, un budget de 10 millions de francs nécessitera : un distributeur (4 millions, minimum garanti) ; une télévision (1,5 million comme coproducteur, 1 million de droits de passage à l'antenne), des préventes à l'étranger (Suisse, Belgique...) pour 1,5 million, le crédit laboratoire (1 million) et l'avance sur recettes (1 million).

Le financement est bouclé. Mais où est l'argent frais ? Là interviennent les institutions qui vont transformer ces vues de l'esprit en réalités. « *Il faut quelque part un homme qui puisse convertir des signatures en argent frais. Je suis ce magicien* », déclare John Morgan Jones. Il prête donc l'argent (les 4 millions du distributeur) permettant au producteur de produire, et au réalisateur de convertir un script en film.

« *A la limite,* ironise-t-il, *ce pourrait être de l'escroquerie.* » Ancien magistrat, cet amoureux du cinéma évoque l'article 405 du Code pénal : « *Quiconque en faisant naître l'espérance d'un succès se fera remettre de l'argent...* » Sans ces jeux d'écriture, peu de films existeraient. Le cinéma serait un art du passé. Par exemple, le budget de *Tess* (Roman Polanski) est passé de 30 millions à 60 millions de francs. Son producteur, Claude Berri, ne possédait pas le quart de la moitié d'une telle somme. Le film s'est pourtant réalisé avec grand succès.



***« Tout le monde est cinéaste »* (Jean-Luc Godard)**
***« Il faut avoir l'orgueil du résultat »* (Truffaut)**

Emmanuel Schlumberger, assistant de Toscan du Plantier à la Gaumont, remarque : « *Les films sont de moins en moins des affaires personnelles, pour devenir des affaires institutionnelles.* » Cette logique confère un poids considérable aux banques, à l'Etat et, surtout, aux grands circuits.

Directeur général de l'UFIC, John Morgan Jones sourit. Le « pool production » qu'il dirige regroupe maintenant neuf banques (et s'appellera, en juin prochain, l'UFCA (Union pour le financement du cinéma et de l'audio-visuel) à la suite d'une fusion avec la SOFET-SOFIDI (autre pool bancaire).

L'idée du « pool production » relève d'un principe

L'ARGENT DES AUTRES

par
Michel RIVIERE
avec la collaboration de
Jean-Pierre POUSSIN

ble enrayée (173 millions de spectateurs en 1980).

Alors, la faute à qui ? La faute à quoi ? A la télévision pour beaucoup, aux grands circuits pour certains, à la normalisation de la production française pour d'autres... Bref, côté cour, tous les arguments sont bons pour envoyer la balle dans le jardin du voisin. Pourtant, avec 2,8 milliards de francs en 1980, l'industrie cinématographique fait recette.

Qui gère ces sommes ? Comment fonctionne la machine économique ? Délaissant pour une fois les saltimbanques, nous avons rencontré les géomètres.

Car, si tout s'éclaire sur l'écran, il demeure des zones d'ombre dans les coulisses économiques du cinéma.

Le septième art est, dit-on, affaire d'illusion d'optique. Sa réalité économique ne reposerait-elle pas que sur du vent ?

l'oseille et garde-la...

simple : l'Etat donne un franc et les banques s'engagent à prêter cinq fois plus (au taux de base bancaire + 2), sous garantie à 80 % de l'Etat. Ce privilège, exorbitant pour certains, permet, par un jeu de compensations internes, d'étaler les échecs commerciaux.

Ce fut le cas pour Jacques Perrin, producteur du *Désert des Tartares*, qui assuma jusqu'au bout le remboursement des 20 % du pool. Jacques Perrin s'est, depuis, lancé dans une superproduction de 20 millions de francs, *les Quarantièmes rugissants*, où il interprète le rôle principal dans une réalisation de Christian de Chalonge.

« *En douze ans*, ajoute le « banquier du cinéma », *le pool a prêté 700 millions de francs et l'Etat a perdu 15 millions. Sur 500 films produits durant cette période, c'est dérisoire...* »

Mais on ne prête qu'aux riches ! Pour les autres, une seule solution : l'avance sur recettes, délivrée par le Centre national de la cinématographie (CNC).

« *Là commence le malentendu avec les professionnels*, explique Chahid Nouraï, responsable de la production au CNC. *Economiquement, c'est de l'épargne forcée; juridiquement, une taxe fiscale; et psychologiquement, l'argent du spectateur.* » En poussant l'analyse plus loin, on peut y voir aussi un droit de douane déguisé puisque les productions étrangères contribuent à alimenter cette TSA.

« *A la commission d'agrément*, dira Robert Sussfeld, *nous voyons des dossiers complètement bidons, mais inattaquables.* » Les problèmes politiques vont alors prendre le pas sur tout le reste.

Répondant à une question — indirecte — sur ce thème, Emmanuel Schlumberger change de registre.

« *Notre problème est de faire correspondre nos engagements au marché potentiel. On augmente notre investissement en fonction d'une espérance de recettes... Nous avons donc une politique assez personnalisée. Par ailleurs, le cinéma correspond à des moments dans la vie des gens. L'essentiel de notre clientèle se situe dans les quinze/vingt-cinq* », conclut-il.

Pour Gaumont, en effet, l'objectif est triple. Capitaliser sur le marché intérieur, en prenant pour cible les quinze/vingt-cinq ans (avec des productions telles que *la Boum, Clara et les chics types*, etc.), opération marketing aisée quand on possède, avec UGC et Parafrance, 40 % de l'exploitation (2 000 salles sur les 4 500 du parc national). Investir, ensuite, ces capitaux à l'étranger, soit en salles (réseau d'environ quarante unités en Italie), soit en coproductions minoritaires

Enfin, se donner une image européenne en produisant des Fellini, Scola, Losey, Rosi...

Pendant que les petits se battent pour exister en France, l'araignée Gaumont étend sa toile en Europe. Cette société a passé des accords avec Gallimard et RTL. UGC fait de même avec le groupe Matra-Hachette et Europe 1. Objectif : contrôler les canaux de diffusion du satellite européen et la quatrième chaîne. Car les chiffres parlent d'un avenir proche où la télévision aura, en France, quatre milliards de spectateurs contre cent millions seulement pour le cinéma.

« *Ce jour-là*, note M. Delmasure, secrétaire général des industries techniques et audiovisuelles, *le cinéma étant exsangue, la télévision craquera.* » « *Au contraire*, rétorque Gérard Calderon, président de la SOFET-SOFIDI, *le film restera l'un des produits les plus demandés. Un jour ou l'autre, on en arrivera à une espèce d'âge d'or du cinéma.* »

Certes. Mais l'âge d'or promis ne résout pas les problèmes du présent.

Pour François Chardeaux, producteur, distributeur (*les Petites Fugues*, film 2001-SA), « *tout un cinéma est en train de disparaître* ». « *Par les effets conjugués de la rotation très rapide des films*, dit-il, *la rentabilité à court terme régit le marché. La rotation des capitaux s'accélère au seul profit des exploitants. Alors, la petite production se prolétarise et, dans certains cas, passe sous la coupe des grands circuits.* »

Encore, toujours, les grands circuits, colonne vertébrale du problème. Car l'exploitation bénéficie d'avantages considérables.

Percevant en moyenne 50 % de la recette (sur 2,8 milliards de francs en 1980, l'affaire est juteuse !), l'exploitant se sert en premier. Ce droit de préemption peut parfois s'apparenter à de la rétention.

Justifiée en 1946, afin de rénover un parc de salles sinistrées, cette mesure a, pour des motifs politiques et économiques, perduré.

La bonne aubaine... N'oublions pas qu'en l'espace d'un septennat, seul de tous les professionnels du cinéma, Jean-Charles Edeline, exploitant, fut reçu régulièrement par Giscard d'Estaing.

Consciente de ces problèmes, la commission cinéma du PS s'est fixé trois objectifs principaux :

— Réduire l'emprise des grands circuits en implantant (sur la structure actuelle des 70 salles de Cinéma-Public, appartenant au PC) un réseau de 200 à 250 salles décentralisées et fédérées, après une recherche géographique avec les municipalités ;

— Accélérer le processus de remontée des recettes ;

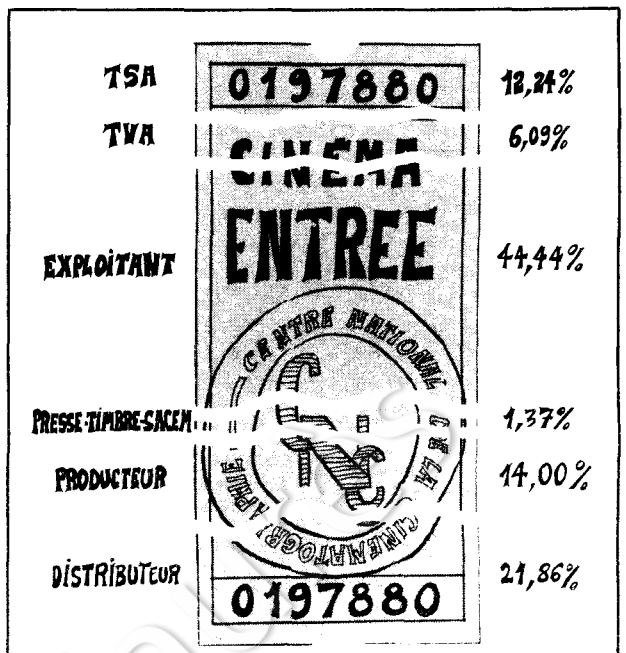
— Enfin, porter les quotas de passage des films français à la télévision à 60 %, contre 40 % pour les étrangers.

Morgan Jones suggère, lui : « *Lorsqu'un producteur a la chance de réaliser une grosse affaire, l'administration fiscale devrait l'autoriser à constituer, en franchise d'impôts, une provision de recettes (voir les pétroliers et la presse) pour risques exceptionnels encourus, à condition de réinvestir à terme dans le cinéma.* »

A Cannes, la fête continue. En coulisse, le cinéma français, la mort aux trousses, survit de crédits et d'expédients, d'inflation (2 500 films proposés chaque année, dont 200 français, porno compris) et de grande cavalerie. Economie submergée, alors ?

« *Le cinéma restera toujours une affaire de choix*, estime Robert Sussfeld. *C'est du jeu.* »

Pour ceux qui tirent les ficelles peut-être... Mais donne-t-on toujours au public les moyens de son choix ?



Le prix d'un billet

De pondérations province en province en moyenne variable, la TVA sur un billet passe de 7 % à 6,09 % et la TSA (taxe spéciale additionnelle) peut flotter de 1 à 8, suivant le prix des places pratiqué. Les chiffres qui suivent, fournis par le CNC, reflètent une moyenne nationale.

Les professionnels se remboursent en gros dans l'ordre suivant : l'exploitant, le distributeur (et les banques), l'Etat (TSA et TVA), enfin le producteur.

A noter les premières estimations de l'expérience de la baisse du prix des places le lundi ; une hausse spectaculaire de la fréquentation de 60,2 % depuis le début de l'année. Mais une baisse de celle-ci est constatée le dimanche.

Sauve qui peut la vie...déo!

Un avion, une régie vidéo, et toute la mégalomanie de Coppola pour réaliser un film loin d'un plateau... Chez Godard et Averty, la vidéo est tournée en dérision, soit comme code, soit comme mode de communication. Avis, préavis et contradictions...

François CHARDEAUX, réalisateur.

• « Pas d'incidence sur la création... On ne sait pas encore conserver les bandes. Déperdition importante, durée de vie très courte. C'est un choix patronal : le plus vite, le plus rentable, et partout. Par ailleurs, avec un retour vidéo, le choix des réalisateurs est souvent mauvais. »

John MORGAN JONES, banquier.

• « Le roi de demain sera celui qui pourra concevoir et réaliser. Mais il dépendra de la diffusion et de l'exploitation. »

Robert SUSSFELD, producteur.

• « Dans ce métier, le fait de créer quelque chose est toujours une recherche. Tous les contrats actuels prévoient une exploitation par vidéogrammes. Les changements de supports ne changeront pas le mode d'expression. »

M. DELMASURE, technicien.

• « La vidéo n'est pas encore opérationnelle pour concurrencer le support film. »

Gérald CALDERON, banquier.

• « Un jour ou l'autre, grâce aux moyens de diffusion, on arrivera à une espèce d'âge d'or du cinéma. »

Emmanuel SCHLUMBERGER, producteur.

• « Le vidéo disque favorise les droits des auteurs, le vidéo cassette ceux des fabricants. »

M. CHAVANNES, producteur.

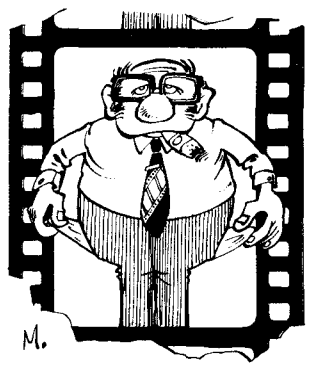
• « Je m'inquiète du piratage qui résultera des nouvelles techniques. Ainsi à Metz où fonctionne déjà la télévision par câble. »

Tony MOLIERE, producteur.

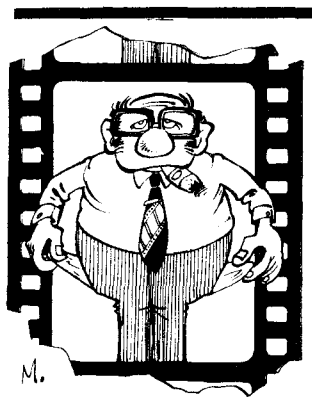
• « En production, cela nous apportera peut-être une source de financement supplémentaire. »

THOMSON-CSF, industriel.

• « La recherche TV et cinéma s'effectue sur une amélioration des définitions écran. Par ailleurs, l'Office canadien du cinéma reproduit déjà ses « classiques » en technique vidéo disque (grande fiabilité des matrices en plomb). Grâce à l'électronique, les coûts sont largement réduits. »



« Le cinéma n'a pas encore été assez pris en compte comme moyen de culture »



***« Quand on gagne de l'argent, on en gagne toujours moins que lorsqu'on en perd »* (Robert Sussfeld)**

Coopératives

L'agroalimentaire aux agriculteurs

***« Nous voulons un secrétaire d'Etat aux industries agricoles et alimentaires pour poursuivre l'effort nécessaire pour adapter le secteur, mais nous voulons qu'il ait de réels moyens et qu'il soit rattaché au ministère de l'Agriculture »*, a déclaré, mardi 19 mai, Fréjus Michon, président de l'Association pour le développement des industries agricoles et alimentaires coopératives (ADIAC), devant les membres de l'Association générale de la presse de l'alimentation.**

Au cours de cette réunion, le président de l'ADIAC a estimé que le mouvement coopératif pouvait être satisfait des réponses qu'avait faites François Mitterrand aux questions posées, avant de réaffirmer qu'il faudrait créer une instance gouvernementale dont l'objet serait de développer la vie associative dans notre pays.

LES industries agricoles et alimentaires coopératives représentent dans le pays un poids certain puisqu'elles transforment et traitent environ la moitié de la production agricole métropolitaine. Puissante dans les secteurs de la viande, du lait, des conserves de fruits et légumes, du sucre et du vin, où il représente 35 % du chiffre d'affaires, le mouvement coopératif emploie 60 000 personnes, et dans de nombreuses régions il a permis le maintien des productions là où les industriels privés avaient jeté le gant parce qu'ils ne pouvaient y trouver suffisamment de rentabilité.

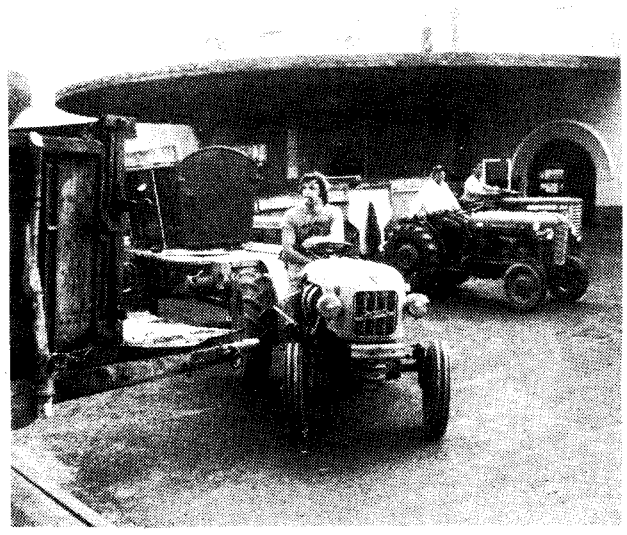
Ainsi, que resterait-il de la production laitière de montagne si la collecte n'y avait été maintenue par la coopération? Qui vinifierait la vendange méridionale si les caves coopératives n'existaient pas? Pourtant, aujourd'hui, admet Fréjus Michon, la vie associative traverse une certaine crise: *« Ceux qui n'ont pas participé à la création de la coopération ont du mal à conserver la foi du charbonnier dans l'esprit coopératif... Leur choix d'adhésion doit être guidé par des raisons économiques. »*

Actuellement, pour être compétitive, les coopératives ont été obligées de créer de vastes ensembles, qui parfois ont la taille de véritables multinationales. Les agriculteurs ont-ils encore les moyens de diriger et de surveiller ces vastes unions? *« Nous voulons rester les armateurs du bateau, dire d'où il doit partir et où il va arriver, mais nous ne pouvons en être les capitaines, régler les machines et choisir l'équipage »*, explique Fréjus Michon.

Des chaînes de franchise

Face à la grande distribution, le président de l'ADIAC a indiqué qu'il attendait du nouveau gouvernement non un retour à la taxation, mais la garantie d'une véritable concurrence.

« Nous n'ignorons pas les difficultés de la distribution, mais le gouvernement devra agir pour éviter que certaines formes de commerce spolient les agriculteurs de leurs plus-values. »



Il est indispensable d'élargir le rôle des coopératives. (Photo Jacques Gayard)

Répondant aux objections présentées sur les avantages de la coopération par rapport aux entreprises privées, Albert Duchalais, président de la Confédération française de la coopération agricole, devait expliquer que les coopératives ne sont pas des entreprises capitalistes, que leurs parts sociales ne sont pas des titres de propriété, et qu'elles ne peuvent être comparées à d'autres formes d'entreprises et donc avoir les mêmes charges (taxe professionnelle et impôt sur les bénéfices).

Pour la coopération agricole française, la conquête du marché français ne saurait suffire. Elle souhaite gagner la bataille de l'exportation, donc développer ses relations avec les coopératives des pays du tiers monde et créer ainsi des chaînes de franchise qui permettraient de lier le savoir-faire du mouvement coopératif français avec les agents économiques locaux.

Georges THOR

Denis CLERC
LE POUVOIR DES BANQUES
Tout savoir sur les banques - banques de dépôts et banques d'affaires - leur fonctionnement, leur pouvoir et comment elles l'exercent.
Le propos de l'auteur est aussi de laisser entrevoir comment les banques pourraient être un bon outil d'une société transformée, plus décentralisée et plus juste. 128p.

Patrice GALAMBERT
L'ENTREPRISE ET SES TRAVAILLEURS
A l'heure d'un changement de pouvoir, prêcher l'autogestion ne suffit pas. Encore faut-il en décrire les mécanismes possibles au niveau de l'entreprise, et bien situer les limites et les risques de cette nouvelle répartition des pouvoirs si l'on ne veut pas s'évader dans le mythe.
Le mérite du livre de P. Galambert est d'exposer clairement des modalités autogestionnaires en manifestant à quels besoins de dignité et d'épanouissement elles correspondent, sans illusion lyrique. 192p.
CERF

Les taux d'intérêt à la rescousse du franc

Le franc est en convalescence après les nombreuses attaques subies dans la semaine qui a suivi l'élection de François Mitterrand. Mais gare à la rechute, une fois le nouveau gouvernement à l'ouvrage.

FACE au dollar, la monnaie française a certes regagné du terrain mercredi 20 mai, sur le marché des changes parisien où la devise américaine cotait en clôture 5,506 francs contre 5,527 francs mardi. Par rapport aux autres monnaies, le franc fait preuve de résistance : le deutschemark, le franc suisse, le florin ou encore le yen restent inchangés tandis que le franc belge, la livre et la lire sont en léger retrait.

Mais la santé du franc n'en continue pas moins de préoccuper les milieux financiers. Pour le défendre, la Banque de France dispose de deux armes principales : employer une partie de ses réserves et faire varier son taux directeur qui influe sur le loyer de l'argent.

Tombé à son cours-plancher par rapport au mark au sein du Système monétaire européen (SME), qui est chargé depuis 1979 d'instaurer une plus grande stabilité monétaire dans la CEE, le franc a subi de très vives pressions sur le marché des changes dès le lendemain du 10 mai. Aux premières attaques, la Banque de France a dû riposter en employant 1,5 milliard de dollars pour le soutenir. Ce qui n'est pas insurmontable par rapport à des réserves de devises supérieures à 20 milliards de dollars.

Niveaux records

Mais cette défense de la monnaie française a été quelque peu contrariée par l'appréciation du dollar jusqu'à mercredi et a contraint l'institut d'émission à jouer de l'arme du taux d'intérêt, pour retenir les capitaux étrangers en leur offrant une rémunération plus élevée et empêcher les spéculateurs de jouer contre le franc. Ainsi le taux de l'argent au jour le jour a-t-il atteint, mardi 19 mai, un record historique à 17,5 % contre 16 % la veille. Même en 1974, quand la hausse des prix dépassait les 15 % annuels, un tel taux n'avait jamais été atteint.

Conséquence logique, les banques françaises ont porté également leur taux de base à des niveaux records, pour la seconde fois en huit jours. Ils sont passés, mercredi, à 15,75 % contre 14,75 % une semaine plus tôt. Cette arme, pour efficace qu'elle soit, entraîne cependant un renchérissement du crédit qui risque de peser lourdement sur la trésorerie des entreprises, ainsi que sur les possibilités d'emprunt des ménages. Et déjà, les banques et établissements spécialisés annoncent qu'elles s'apprêtent à réviser leurs tarifs pour les crédits immobiliers et les prêts personnels dont les taux sont déjà très élevés (environ 19 %) ou même pour le crédit à la consommation (+ 20 %).

L'arme des taux d'intérêt ne doit donc pas être utilisée trop longtemps au risque de pénaliser l'économie toute entière. D'autres armes peuvent également venir au secours du franc : un resserrement du contrôle des changes — mais aurait-il une efficacité réelle ? — une sortie du SME, ou encore une dévaluation. Mercredi, certains cambistes estimaient que le franc serait *« dévalué tôt ou tard »* dans le SME et peut-être même le week-end prochain. Une façon de faire peur à quelques semaines des législatives et de culpabiliser le nouveau gouvernement avant toute action.

Jean-Paul GEAI

La Bourse retrouve sa physionomie normale

LA Bourse de Paris a retrouvé, mercredi 20 mai, un point d'équilibre au cours de la dernière séance du terme de mai consacrée à la liquidation mensuelle. Les valeurs françaises ont progressé de près de 0,2 % en moyenne dans un marché calme.

La liquidation du mois de mai 1980 est la plus *« saignante »* qu'ait connue la Bourse de Paris depuis la dernière guerre, affirment les professionnels. En effet, les valeurs françaises n'ont jamais, de mémoire de boursiers, baissé de 18 % en moyenne en quatre semaines.

La physionomie de la Bourse était à peu près normale mercredi. Toutes les valeurs étaient cotées immédiatement et les écarts de cours ont été à peu près *« raisonnables »*. Les ordres de ventes ont été facilement absorbés grâce aux achats effectués par les investisseurs institutionnels et par quelques clients étrangers, notamment les Britanniques et les Américains qui réinvestiraient depuis mardi *« quelques munitions »* sur le marché parisien, estimant que certaines valeurs offraient à présent des cours *« alléchants »*.

Quant à l'or, il a enregistré une nouvelle hausse et cote près de 13 % plus cher à Paris qu'à Londres. Le lingot a gagné 890 francs à 95 990 francs et le napoléon, 50 centimes à 930 francs.

COGETEL
COMPAGNIE GÉNÉRALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
Vente ou location de tous systèmes téléphoniques.
Signalisation • Sonorisation.
Répondeurs • Interphones • Télécopie.
Alarme-Vol.
29, av. Anatole-France 94220 Charenton-le-Pont
(1) 893.32.01

desse
Agence de Lille - Lille tertiaire 1 - 25, boulevard Bigo-Danel
59000 Lille - Tél. (20) 09.67.22 - Télex 810610
Une Entreprise et des hommes spécialisés dans la construction de :
Groupes Scolaires, C.E.S., L.E.P.
Salles de Sports et Polyvalentes
Tennis couverts
Piscines Sportives et de Loisirs

Après la démission du ministre des Affaires étrangères

Vive polémique au Japon sur la remilitarisation

Violents remous politiques au Japon : le ministre des Affaires étrangères vient de démissionner, à l'issue de son récent voyage aux Etats-Unis, en compagnie du Premier ministre Zenko Suzuki. Ce voyage a suscité une sérieuse controverse. Au centre du débat : les engagements de Tokyo en matière de défense.

PRÉSENTÉ comme un « succès éclatant », le sommet nippo-américain, du début du mois, a provoqué une grave crise gouvernementale. Masayoshi Ito, ministre japonais des Affaires étrangères, a dû remettre sa démission, aussitôt remplacé par Sunao Sonoda. Le Premier ministre, Zenko Suzuki, lui reprochait, en effet, de n'avoir pas inclu, dans le communiqué commun nippo-américain, des réserves pour nuancer ses engagements en matière de défense.

En raison de l'absence de ces réserves, l'opposition a accusé le gouvernement de violer la Constitution du pays. Le terme d'« alliance », employé dans le communiqué, a provoqué un véritable tollé. Suzuki a eu beau expliquer que ce terme n'avait aucune connotation militaire, son ministre des Affaires étrangères lui apportait un démenti, à la grande satisfaction des Etats-Unis qui souhaitent depuis longtemps se décharger sur le Japon de leurs obligations militaires en Extrême-Orient. Du reste l'ambassadeur de Washington à Tokyo, Mike Mansfield, a précisé que l'« *alliance* » mentionnée dans le communiqué implique bien la coopération dans le domaine de la défense.

Le départ de Ito n'a nullement fait taire les critiques. Les journaux tirent à boulets rouges sur le Premier ministre, lui reprochant un « *double langage* » qui, selon eux, consiste à utiliser des formules différentes selon qu'il s'adresse à l'étranger ou à son opinion publique. Ils craignent, en outre, que l'affaire n'altère la confiance dont jouit le Japon à l'étranger, et notamment aux Etats-Unis.

« *Le destin du gouvernement est en question à cause du double langage* », titre le *Yomiuri*, le plus fort tirage au Japon.

« *Le succès du sommet Suzuki-Reagan est devenu une grosse gaffe presque sans précédent dans l'histoire diplomatique du Japon* », estime-t-il.

Suzuki contesté

« *Suzuki aura besoin d'autre chose que d'un remaniement ministériel pour rétablir sa crédibilité* », affirme pour sa part le *Japan Times*. De fait, la personne même du Premier ministre est contestée. Le fait qu'il se soit servi de Ito comme d'un bouc émissaire n'échappe à aucun observateur.

Circonstance aggravante pour Suzuki, ce déchaînement de la presse coïncide avec la révélation par l'ex-ambassadeur des Etats-Unis à Tokyo, E. Reischauer, que des navires américains, équipés d'armes nucléaires traversent les eaux territoriales et font parfois relâche dans des ports japonais. Ceci est contraire à la position officielle du gouvernement nippon. Reischauer a ajouté qu'il était temps que Tokyo « *admette les faits* ».

Moscou , d'ailleurs ne se fait aucune illusion : selon le journal de l'armée, l'« *Etoile rouge* », le Japon est devenu l'allié militaire inconditionnel des Etats-Unis contre l'URSS.

Reste que les révélations de Reischauer ne sont pas faites pour arranger les affaires de Suzuki. Le gouvernement nippon a d'ailleurs vigoureusement nié l'existence d'un accord secret autorisant le transit par le Japon d'armes nucléaires américaines. Pouvait-il faire autrement ? Ces révélations ont soulevé un nouveau tollé de protestations dans l'opposition, qui a notamment accusé le gouvernement de Suzuki d'avoir « *trompé* » l'opinion publique. De plus, tout ce qui touche au nucléaire est évidemment tabou, à Tokyo, en raison des bombes d'Hiroshima et de Nagasaki qui ont traumatisé la population. C'est d'ailleurs pourquoi, depuis la guerre, le discours officiel est pacifiste. Discours officiel en contradiction avec la réalité qu'est la remilitarisation du pays. L'opposition de gauche accepte l'existence d'une force armée défensive, mais pas plus. La polémique actuelle contraint le gouvernement à préciser sans ambiguïté sa position.

Alain GARABIOL



Masayoshi Ito, ministre démissionnaire des Affaires étrangères.

Troisième congrès mondial des gitans à Göttingen

En Yougoslavie, les gitans ont des écoles et des programmes de radio en romani

Après avoir tenu leur congrès en Allemagne fédérale, une délégation de gitans a pris la route de Strasbourg, siège du Conseil de l'Europe, pour réclamer l'application de la résolution adoptée en leur faveur en 1975.

LES gitans du monde entier sont bien décidés à faire entendre leur voix, et leur organisation, l'Union des roms, a pris un nouvel élan au cours de son troisième congrès mondial, à Göttingen (RFA).

Le drapeau tzigane — deux bandes horizontales bleue et verte et une roue à seize rayons — a flotté pendant quatre jours sur une petite ville allemande.

Venus en avion, en bus, en caravane, trois cents délégués, d'Inde, du Pakistan, d'Amérique, d'Australie, d'Europe de l'Est et de l'Ouest, ont réussi à organiser tant bien que mal un congrès, alors que leur communauté demeure très éparpillée et souvent illettrée.

Forte de cet élan unitaire, une délégation de gitans (roms, manouches, kales, ritanos) a pris jeudi la route de Strasbourg, siège du Conseil de l'Europe, pour réclamer l'application de la résolution adoptée en leur faveur en 1975. Elle se rendra aussi à Genève pour rappeler aux Nations unies l'existence des Tziganes.

L'exemple de la Yougoslavie

Les Yougoslaves ont obtenu la présidence de l'organisation. Le président de l'Union des roms de Serbie, Saït Balic, devrait pouvoir parler haut et fort en faveur de la fin des discriminations, estiment les gitans.

Ceux-ci ont tourné leurs regards vers la Yougoslavie, où, selon ses délégués, les Tziganes sont logés dans des maisons confortables, ont une une nationalité reconnue, vont dans des écoles où leur langue, le romani, est enseignée.

Ils peuvent même entendre des programmes de radio en romani. Autant de droits acquis qui constituent un rêve pour les gens du voyage confrontés aux panneaux : « Camping interdit aux gitans ».

Victimes des nazis

Le nouveau président a pour tâche d'établir un catalogue précis des revendications. Il comportera un chapitre essentiel consacré à l'indemnisation des familles des victimes des camps du régime nazi.

Romani Rose, le président des sinti allemands, a été élu à la vice-présidence de l'Union des roms. Il va accentuer le combat qu'il mène en RFA pour les cinq cent mille Tziganes massacrés sous le IIIe Reich.

Cette priorité donnée par Romani Rose à l'indemnisation des gitans pourrait toutefois provoquer des tensions avec le président yougoslave de l'Union des roms, qui souhaite visiblement mettre l'accent sur la conquête des droits sociaux. Et ce, d'autant plus que les deux hommes à la tête de l'Union proviennent de communautés différentes, les roms et les sintis, et que chacune tient à son originalité.

C'est le moment d'acheter votre maison Bâtir

Les prêts sont là !

à Lille, Arras, Valenciennes, Dunkerque, Boulogne-sur-Mer, Amiens, Lens, Douai.



En devenant propriétaire maintenant de votre maison Bâtir, vous bénéficierez de prêts attractifs obtenus au meilleur taux.
Un financement à 100 % est possible pour une famille de 3 enfants dont un de moins de 4 ans.

Prix tout compris ferme et définitif DÈS VOTRE RÉSERVATION

LILLE : 38, rue de l'Hôpital-Militaire Tél. (20) 54.48.35
ARRAS : 11, rue du Mal de-Lattre-de-Tassigny Tél. (21) 21.26.09
VALENCIENNES : 2, av. Sénateur-Girard Tél. (27) 30.02.19



DUNKERQUE : 48, rue de Soubise Tél. (28) 66.36.80
BOULOGNE : 11, rue Saint-Louis Tél. (21) 30.62.31
AMIENS : 17, rue de Noyon Tél. (22) 91.23.38
LENS : 6, rue Kléber Tél. (21) 28.29.69
DOUAI : 208, place du Barlet Tél. (27) 88.75.86

Un constructeur solide

Accord difficile entre Israël et la Syrie

LE premier ministre israélien, Menahem Begin, a déclaré mercredi à Jérusalem, à l'issue d'un deuxième entretien avec Philip Habib, émissaire du président Ronald Reagan, que les efforts diplomatiques se poursuivraient « *afin de trouver une solution pacifique à la crise syro-israélienne* ».

Begin a cependant ajouté qu'à son avis le président syrien Hafez el Assad ne faisait pas « *preuve de bonne volonté* ». Ce dernier a déclaré, quant à lui, qu'il y a autant de chances de paix que de risques de guerre entre les deux pays, qualifiant les requêtes israéliennes transmises à la Syrie par Habib d'« *illogiques et bizarres* ».

Israël et la Syrie ont donné, en tout cas, leur accord pour que les « casques bleus » restent six mois de plus sur les hauteurs du Golan.

EN 24 HEURES

ETATS-UNIS
Haig reçoit Schmidt

Le chancelier Helmut Schmidt a eu mercredi soir un entretien à Washington avec le secrétaire d'Etat américain, Alexander Haig, au cours duquel ont été évoquées la question des euromissiles et la situation au Liban. Le chef du gouvernement ouest-allemand n'aurait plus l'intention de demander à Washington que soit fixée une date précise pour l'ouverture de négociations *amaricano-soviétiques* sur le désarmement.

POLOGNE
Berlin-Est attaque Solidarité

L'agence officielle est-allemande ADN affirme que l'on assiste en Pologne à une « *désagrégation de l'appareil d'Etat et de l'ordre public par les éléments contre-révolutionnaires de Solidarité et du KOR* ». « *Le rôle dirigeant du parti est annihilé par les forces révisionnistes* », estime l'ADN.

DANEMARK
Crise écartée

Le gouvernement social-démocrate danois, minoritaire à la Chambre, est parvenu à conclure un nouvel accord avec les formations qui le soutiennent au « Folketing », écartant ainsi les menaces de crise politique qui pesaient sur le pays depuis plusieurs jours. Le premier ministre, Anker Joergensen, a précisé mercredi que cet accord prorogeait jusqu'à fin 1982 le compromis conclu, en mai 1980, entre le Parti social-démocrate, le Parti radical, le Centre démocrate et le Parti chrétien populaire.

EL SALVADOR
Escroquerie électorale

Le gouvernement devra lever l'état de siège et supprimer la loi martiale s'il veut créer le « *climat approprié* » nécessaire à la tenue d'élections à El Salvador », a déclaré mercredi à San Salvador le président du Conseil électoral, Jorge Bustamante. La junte de gouvernement du démocrate chrétien José Napoleón Duarte prévoit, en effet, de réaliser des élections en mars 1982. Pour le Front démocratique révolutionnaire (FDR), qui regroupe toutes les formes de l'opposition, le projet gouvernemental est « une nouvelle grosse escroquerie ».

CHILI
Deux membres du MIR en liberté

Un couple d'opposants de gauche, réfugiés à l'ambassade de France à Santiago depuis le 10 mars, a pu quitter le Chili par avion pour Paris. Juan Arellano et Marcela Moraga, membres du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), ont quitté l'ambassade à bord d'une voiture diplomatique, escortée par deux voitures de policiers.

RFA
Fraude fiscale

Le parquet de Bonn a engagé une procédure d'enquête, sur soupçon de participation à une fraude fiscale, contre le ministre ouest-allemand de l'Economie, Otto Lambsdorff (libéral-FDP), et contre le député et trésorier de la fédération de Rhénanie du Nord-Westphalie du FDP, Hans Gattermann, annoncent deux organes d'information.

IRAN
Pas de relations avec les Etats-Unis

« *L'Iran n'a pas l'intention de normaliser ses relations avec les Etats-Unis, et accepte le préjudice qu'entraîne cette décision* », a déclaré Behzad Nabavi, porte-parole du gouvernement iranien.

SUEDE
Nouveau « premier »

Le Parlement suédois a accordé son investiture à Thorbjoern Faelldin (centriste), qui se succède ainsi à lui-même au poste de premier ministre.

Après soixante jours de jeûne

Mort du troisième gréviste de la faim en Ulster

LA tragédie continue : un troisième gréviste de la faim, Raymond McCreesh, est mort jeudi vers 1 heure du matin à la prison de Maze, près de Belfast, après soixante jours de jeûne.

Une fois de plus, le gouvernement britannique de Thatcher n'a manifesté aucune émotion. Le secrétariat d'Etat à l'Irlande du Nord s'est borné à indiquer, comme il l'avait fait pour Bobby Sands et Francis Hughes, que McCreesh s'était donné la mort « *en refusant toute nourriture et aide médicale* » durant soixante jours.

Un autre gréviste de la faim, Patsy O'Hara, vingt-quatre ans, a entamé jeudi son soixante et unième jour de jeûne, lui aussi afin d'obtenir le statut de prisonnier politique pour les détenus républicains. Il serait dans un état critique.

A l'annonce du décès de McCreesh, qui avait été condamné en 1976 à cinq ans de prison pour tentative de meurtre contre un soldat britannique, les quartiers catholiques de Belfast ont commencé à s'agiter dans la matinée. Des heurts se sont produits entre manifestants et forces de l'ordre.



Voitures brûlées et affrontements entre manifestants et forces de l'ordre sont des scènes presque quotidiennes dans les rues de Belfast. (Photo AP)

De son côté, le Sinn Fein provisoire, branche politique de l'IRA, a prédit d'autres décès par grève de la faim tant que les Britanniques resteront inflexibles. Un porte-parole du mouvement a déclaré : « *Que pouvons-nous dire ? Trois autres militants poursuivent une grève de la faim, et il semble que cela devra continuer toujours et toujours jusqu'à ce que les Britanniques fassent un geste.* » Autrement dit, jusqu'à ce que Londres accorde le statut de détenu politique aux prisonniers républicains de l'Ulster. Dans l'immédiat, l'IRA a déjà averti qu'un autre détenu prendrait la place de McCreesh dès la mort de ce dernier.

Il continuera donc à y avoir en permanence quatre grévistes de la faim. Mais la « Dame de fer » cédera-t-elle à cette revendication légitime des détenus ? On peut penser que les pressions internationales vont s'accroître en faveur des grévistes.

Deux industriels enlevés en Italie

Les Brigades rouges revendiquent le rapt de Giuseppe Talercio

L'ENLÈVEMENT en Italie, mercredi, du directeur d'une raffinerie filiale de la Montedison a été revendiqué par les Brigades rouges, dans un coup de téléphone adressé le soir-même à un journal de Vérone.

La paternité des BR n'a pas été formellement établie, mais elle ne paraît guère faire de doute pour les enquêteurs. Lors de l'enlèvement de Giuseppe Talercio à Mestre, dans la banlieue de Venise, l'un des quatre ravisseurs, menaçant de son arme la femme et les deux filles de l'industriel, leur a dit : « *Nous sommes les BR, ne bougez pas si vous voulez éviter des ennuis.* »

Un peu plus tard, un coup de téléphone au nom de la BR colonne Anna-Maria - Ludmann - Cecilia annonçait que Talercio était enfermé dans une « *prison du peuple* » et serait soumis au « *jugement du prolétariat* ».

C'est à cette branche vénitienne des Brigades rouges que l'on attribue l'assassinat, le 29 janvier 1980, de Sergio Gori, directeur adjoint de la raffinerie de Porto Marghera.

L'enlèvement de mercredi coïncide avec la reprise des débats, à Turin, du procès de cent quatre-vingts terroristes présumés. Un autre enlèvement a eu lieu mercredi soir à Rome, celui d'un industriel de la confection, Cesare Menasci. Mais il semble que cette agression soit d'origine crapuleuse.

Afrique du Sud : grèves dans l'industrie automobile

LA situation se détériore rapidement dans l'industrie automobile sud-africaine. Trois entreprises (Ford, General Motors et British Leyland) sont maintenant affectées par des grèves ou des licenciements.

Chez Ford, par exemple, près de deux mille ouvriers noirs sont en grève, dans trois usines différentes.

Tout a commencé avec le refus de deux employés de monter des pneus Firestone sur une Cortina qui sortait de la chaîne.

Les deux hommes, soutenus par des centaines de collègues, ont expliqué qu'ils boycotteraient la firme américaine jusqu'à ce qu'elle s'engage à réembaucher les ouvriers licenciés au début de cette année.

Cependant, à Paris, la conférence internationale sur des sanctions contre l'Afrique du Sud se poursuit au siège de l'Unesco. Mercredi, après le discours, très chaleureusement applaudi, de Lionel Jospin, Sam Nujoma, leader du Mouvement de libération de la Namibie (SWAPO), et Nyati Pokela, président du Mouvement de libération d'Afrique du Sud (PAC), ont affirmé que Pretoria disposait d'un ami à la Maison-Blanche, en la personne de Reagan.

Ils ont réclamé des mesures contraignantes contre l'Afrique du Sud.

• **Une soirée** consacrée à l'Afrique australe aura lieu vendredi 22 mai à la Bourse du travail, à partir de 19 h 30, en présence des chefs de la résistance, S. Nujoma et O. Tambo.

cochery

ENTREPRISES ALBERT COCHERY et MEURIS COCHERY

TRAVAUX PUBLICS - CANALISATIONS - ELECTRIFICATION

REGION NORD PAS-DE-CALAIS

1ere rue - 1ere avenue - Port Fluvial
B.P. COCHERY 22 - B.P. MEURIS COCHERY 9
59211 SANTES - **Tél. : (20) 38.61.60**
Télex COCHERY : 132416

Malheurs pour le XIII

Après les incidents de dimanche, les sanctions sont tombées brutalement

LE Jeu à XIII s'est donné un président intérimaire afin de remplacer René Mauriès. Jean-Paul Verdaguer assumera la fonction durant quatre mois, jusqu'à ce qu'une assemblée générale extraordinaire désigne le successeur de Mauriès. La direction des sports recevra J.-P. Verdaguer vendredi à Paris, afin « *d'examiner l'avenir* » du Jeu à XIII, après les incidents de dimanche dernier au « caractère inadmissible ».

Mardi soir à Toulouse, la commission de discipline de la fédération s'est réunie en marge du comité directeur. Il semble que l'heure soit à la sévérité. Aurait-elle compris que de reculades en reculades, le Jeu à XIII se dirigeait tout droit vers l'abîme ? En tout état de cause, sa réaction a été très violente et a surpris par sa brutalité. Qu'on en juge : la commission a retenu des « *responsabilités de nature collective sans qu'il y ait lieu de dissocier des responsabilités individuelles* ». Elle a choisi de sanctionner les clubs et l'encadrement « *avec une sévérité plus exemplaire pour le XIII Catalan en raison du mauvais état d'esprit qu'il a entretenu tout au long de la saison* ».

Les sanctions prises ont reçu la caution « pleine et entière » de tous les membres du comité directeur. Le verdict est clair et net : exclusion du XIII Catalan et de Villeneuve, de la prochaine coupe de France, suppression de la finale de coupe à Narbonne (puisque les Catalans étaient finalistes), blâme au président de Villeneuve et suspension d'un an pour l'entraîneur de ce club, Raymond Gruppi, proposition de radiation de l'entraîneur catalan Pierre Zamora et de José Guasch, le directeur sportif, suspension d'un an du président des Catalans, interdiction à vie de capitanat pour Yvan Gréssèque, et match perdu pour les deux équipes (donc pas de champion cette saison). De plus, la commission, revenant sur les incidents de la rencontre Tonneins-XIII Catalan, a proposé la radiation du Catalan Cologni et la suspension d'un an de Bernard Guasch pour agression sur un juge de touche.

Interrogés au lendemain de ces mesures, les dirigeants des deux clubs attendent la notification officielle des sanctions. Villeneuve a réuni mercredi soir, son comité directeur. Jean-Pierre Thomas, secrétaire général du club, nous a indiqué que « *les sanctions sont tombées, nous ne les discuterons pas* ».

Les Catalans se sont réunis en début d'après-midi et leur comité directeur a livré sa réaction à la presse. « *En dépit de leur extrême gravité, les sanctions ont été prises dans la hâte* », remarque-t-il, et de souligner plus loin que ces décisions « *jettent le discrédit sur l'un des meilleurs et plus anciens serviteurs du Jeu à XIII* ».

José Guasch nous a rappelé que « *le XIII Catalan a toujours suivi les traces de la fédération* », tandis que Pierre Zamora, l'entraîneur, a souligné que son équipe avait consenti de gros efforts pour parvenir aux deux finales. « *Les résultats sont là. En deux ans, nous sommes arrivés à trois finales. Cela crée sans doute des jalousies.* »

La fédération a donc choisi de frapper du poing sur la table. Après tant de mollesse, elle a pris le contre-pied du laisser-aller. A-t-elle terminé de se comporter en groupe peu responsable ?

Félix CHIOCCA

Double Six

Mauvaise tête mais inspiré, Didier Six rêve aujourd'hui de remporter la Coupe de France

DEPUIS cinq ans qu'il porte le maillot de l'équipe de France, Didier Six n'avait jamais pu empêcher les observateurs de mêler les restrictions aux éloges : « *il a de grosses possibilités,* disait-on, *mais il ne sait pas toujours s'en servir ; la tête chez lui ne suit pas toujours les jambes.* »

Ainsi s'explique cette carrière en dents de scie qui l'a vu notamment disparaître pendant plus d'un an de la sélection alors que quelques-uns de ses exploits dans de grandes occasions restaient dans les mémoires : son but de Maracana, ses trois buts avec Lens contre le Lazio de Rome en coupe de l'UEFA, son slalom étourdissant ponctué d'un tir victorieux contre la Suède au Parc des Princes, il y a trois ans.

Il faut dire que Six n'eut guère de chance avec ses différents clubs puisque son arrivée à Marseille coïncida avec leur descente inattendue en deuxième division. A croire qu'il portait la guigne ! Heureusement, Michel Hidalgo convaincu d'avoir affaire à un joueur de classe n'hésita pas à lui offrir une nouvelle chance l'an passé contre les Pays-bas alors qu'il se morfondait dans un OM en chute libre.

Remis en selle par une bonne performance il montre depuis lors, des dispositions très encourageantes. Naguère fantasque et inconstant, le voilà devenu une valeur sûre sur la scène internationale, après ses performances devant l'Espagne, les Pays-bas, la Belgique et le Brésil. Vendredi dernier il eût vraiment un quart d'heure époustouflant. Par ses crochets déroutants, son dynamisme et son sens du but, il a bien failli ramener l'équipe de France à la hauteur du Brésil. Dommage qu'il n'ait pas su réprimer une inutile colère qui ne fait que donner des arguments à ses détracteurs.

Annoncé à Stuttgart la saison prochaine, Didier Six n'en oublie pas pour autant son objectif immédiat : remporter la coupe de France avec le Racing Club de Strasbourg.

Daniel WATRIN

Un poing, c'est tout!

RUE du Faubourg Saint-Denis. Sporting Club du 10e. Difficile de circuler entre les deux rings coincés entre les fenêtres et les murs de l'étroite salle de monsieur Jean. L'inévitable Sydney lance ses habituelles plaisanteries, de bon et de mauvais goût mais il fait partie du décor de la boxe parisienne alors... Les deux salles sont combles. On vient voir se préparer Louis Acariès, notre champion d'Europe. Ruisselant de sueur, il tourne, esquive lestement et frappe avec puissance dans les gants, esquive lestement et frappe avec puissance dans les gants de son entraineur.

Il est évident que les efforts qu'il déploie ne sont pas dirigés vers la seule réunion de ce soir. Son adversaire, l'Américain Al Romano ne sera présent que pour lui permettre de tester son comportement face à un poids moyen. « C'est une manière d'entrainement poussé qui entre deux combats, me montrera si je suis gêné ou pas en technique ou en poids face à cette catégorie puisque je suis actuellement à la limite des super-welters et des moyens », explique Louis Acariès.

Passé cette réunion de ce soir, Louis Acariès, vingt-six ans et demi mettra pour la première fois en jeu son titre européen face à l'Italien Luigi Minchillo en juin prochain. Bien que ne connaissant pas cet Italien invaincu, Acariès reste confiant. Alors la route sera ouverte qui le mènera vers le Championnat du Monde. Des pourparlers sont déjà engagés entre son entourage et celui de Ray Sugar Léonard. Pas moins. « *Ce serait un immense plaisir que de croiser les gants avec lui* », dit-il avec un large sourire. Parlant de Marjan Benes, Acariès pense qu'il n'y aura pas de revanche. En effet, opéré déjà par deux fois, le Yougoslave souffre d'un décollement de la rétine. On pèse aisément les conséquences...

Un autre Yougoslave, Ace Rusevski, poulain de Jean Bretonnel fera son troisième combat professionnel face au Tunisien de Marseille Mustafa Yasidi. Paul Tchoué, l'élève terriblement doué de Jean-Paul Godet montrera pour la cinquième fois entre les cordes. Depuis son premier combat amateur jusqu'à ses quatres derniers assauts professionnels, il est resté invaincu. Nul doute que sa carrière prenne d'ici quelques courtes années une direction internationale. Il affrontera ce soir l'Ivoirien Soumaïlia Doumbia, vainqueur du Tournoi de Paris, catégorie moyens. Son « pays », le Camerounais Jean-Marie Emebe, champion d'Afrique des moyens rencontrera l'Américain Mel Dennis. Espérons que cette rencontre ressemblera cette fois à de la boxe et pas à un carnage désordonné comme ce fut le cas pour son premier combat parisien à l'hippodrome de Pantin contre le Turc Yldrim. N'en déplaise à certains confrères assoiffés de jeux romains.

Comme papa à Alger, c'est Michel Acariès, le frère de Louis, qui organise avec Jean-Paul Gobet, la réunion de ce soir. Un bon plateau.

Philippe RUCHMANN

Ça rame pour nous

L'AVIRON ? Attendez un peu... Les jeux olympiques. Mais non, j'y suis, la course Oxford-Cambridge. Cette fois-ci, j'y suis, l'aviron c'est cette fameuse joute sur la Tamise. Un exercice populaire ? Vous êtes sûr. La rame pour tous, voilà une idée intéressante. Après les slogans, « chaussez vos baskets » et « enfourchez votre vélo », on nous demande de « souquer aux avirons ». D'accord, ça marche. Mais où, comment et surtout combien ?

La baignoire étant déconseillée, il me faut finalement chercher un plan d'eau. Dans notre beau pays, ils ne manquent guère. Pas de problème. De plus, la fédération française avec l'aide de Gérard d'Aboville, le « bateau vapeur » de notre aviron, va développer la rame en mer. Ainsi, une grande campagne de séduction est en cours. Ça rame pour nous...

Pour le matériel, c'est plus délicat. Le bateau idéal, pardon le skiff, doit être léger, solide, d'un faible encombrement et surtout insubmersible. Un maximum de plaisir pour un minimum de risque. Hélas, ce skiff parfait coûte cher, très cher : 6 000 francs. Voilà un sérieux coup de frein à mon engouement naissant. Sur ce point, la fédération et les fabricants vont également intensifier leur effort, et ramener le prix à 2 500 francs.

L'aviron ? Maintenant, je connais. Je ne resterai plus en rade. Messieurs de la fédération, vous m'avez séduit. Mais, attendez, c'est fatiguant comme sport ?

Philippe BALLAND



AU SPRINT

• **IPSWICH TOWN** Ang) a remporté la Coupe de l'UEFA, malgré sa défaite 4 buts à 2 (mi-temps 3-2) face aux Néerlandais d'AZ 67 Alkmaar, mercredi soir à Amsterdam en match retour de la finale de la Coupe de l'UEFA. Les Anglais avaient remporté le match aller 3 buts à 0.

• **LE BORDELAIS FRANCIS CASTAING** a remporté le Championnat de France professionnel de vitesse, mercredi soir à Montargis. Il succède ainsi à Daniel Morelon au palmares.

Alain Bondue, finaliste du tournoi de poursuite aux jeux Olympiques de Moscou a remporté le Championnat de France de poursuite professionnelle à Montargis, toujours en rejoignant Regis Clère après 1'54"6.

Pour la troisième et quatrième places, Francis Castaing a battu Patrick Hosotte en 6'21"82 contre 6'21"25.

• **LES BASKETTEUSES** de l'équipe soviétique de Daugawa Riga se sont assurées un dix-huitième titre national à trois tours de la fin du Championnat d'urss féminin de basket-ball, en battant, mercredi devant leur public, l'équipe de Sverdlovsk par 92 à 45.

Le Daugawa Riga avait conquis son premier titre en 1961 et ne laissa échapper la première place du classement qu'en 1974 (Spartak Leningrad) et en 1978 (Spartak Moscou).

• **LA VILLE DE LENINGRAD** sera le théâtre de la rencontre d'athlétisme entre les Etats-Unis et l'URSS, les 10 et 11 juillet prochains.

L'équipe des Etats-Unis qui participera à cette rencontre sera sélectionnée après les championnats nationaux, qui se tiendront du 19 au 21 juin, en Californie.

• **A L'ISSUE DE LA 12e ÉTAPE** de la course de la paix le classement général s'établit comme suit : 1. Chahid Zagretdinov (URSS), 43 h 59'6". 2. Serguei Soukhoroutchenkov (URSS), à 6' du premier. 3. Ivan Michtchenko (URSS), à 8'. 4. Olaf Ludwig (RDA), à 14'. 5 Thomas Barth (RDA), à 14' et 30".

Lille donne un toit à ses associations

La Maison de la nature et de l'environnement accueille 58 organisations

La vie associative, véritable phénomène social, est de nouveau au cœur du débat électoral. François Mitterrand propose, outre un statut de l'*« élu social »* permettant aux responsables et animateurs bénévoles de bénéficier d'un crédit d'heures inspiré de ce qui existe pour les organisations syndicales mais aussi des mesures précises : pour l'établissement de maisons ; pour les associations avec services communs et matériel collectif. L'exemple de la municipalité de Lille illustre ces orientations.

SI vous passez par l'agglomération lilloise, arrêtez-vous au 23 de la rue Gosselet ; c'est impressionnant. Cette ancienne UER des techniques de réadaptation accueille depuis près de trois ans tout ce que la municipalité compte d'associations. La nature, l'environnement, l'écologie, la consommation, l'urbanisme, le recyclage, l'énergie, le cadre de vie... et bien d'autres, y ont leur droit d'existence.

La situation politique particulière de la région (de nombreuses municipalités à gestion socialiste, un conseil général et un conseil régional de gauche) a permis la réalisation de cette première Maison de la nature et de l'environnement (MNE).

Son caractère innovant et le réel pluralisme des associations ont fait que de nombreuses subventions ont été rapidement allouées par la mairie de Lille, le conseil régional mais aussi par des fonds interministériels. Le fonctionnement de la MNE est assuré par deux associations régies par la loi de 1901 : l'association Maison de la nature et de l'environnement, et l'Oglanel (organisme de gestion des locaux à usage des associations de la nature et de l'environnement de Lille).

900 000 francs de budget

La direction de la MNE se compose de trois collèges comprenant dans le premier des élus municipaux, dans le deuxième les associations de l'Oglanel, et dans le troisième les représentants des autres pouvoirs publics ou financiers. Seul, l'Oglanel gère le fonctionnement quotidien de la Maison et dirige le personnel d'animation.

Au contraire du discours réactionnaire vantant les charmes du développement associatif, de la libre entreprise et de la participation des citoyens à la vie sociale, ici on donne les moyens et les possibilités de gérer ce centre. On offre des services, pas de l'assistanat. C'est ainsi que sept permanents travaillent à la MNE. Le budget total s'est élevé à 900 000 francs au cours des deux premières années, dont 10 % vont à des projets précis, des réalisations d'expositions, de documents audio-visuels ou de brochures, d'études, de stages ou de colloques comme celui des Energies nouvelles et développement régional des 7 et 8 mars 1980.

La Maison de la nature et de l'environnement de Lille apparaît souvent comme un point de référence. La législation française, depuis quatre-vingts ans, s'est imposée comme une évidence à la population, permettant le développement des associations. Actuellement, on en recense près de trois cent mille. Un Français sur deux est membre d'une association

Denis DANGAIX

Lyon redevient cyclable

Les cyclistes se rassemblent pour reconquérir le droit de circuler

« UNE politique en faveur du vélo améliorerait la qualité de la vie de tous les citadins, cyclistes ou non ».

C'est sur ce thème que Lyon-Vélo appelle le samedi 23 mai à 15 heures, place Bellecour à Lyon, à un grand rassemblement à vélo.

Au-delà de la simple protestation contre la Direction des routes du ministère des Transports qui, en octobre 1980, avait décidé de supprimer les derniers crédits en faveur des aménagements cyclables, la Fédération française des usagers de la bicyclette (FUBICY) entend alerter les pouvoirs publics du peu de considération qui leur est fait.

La Fubicy, créée en janvier 1980, regroupe une multitude d'associations d'amoureux de la bicyclette. Parmi elles, Lyon-Vélo défend les droits des cyclistes quotidien(ne)s qui utilisent leur vélo pour se rendre au travail, à l'école, faire leurs courses, rendre visite à leurs ami(e)s, ainsi que les droits des cyclotouristes à l'intérieur de l'agglomération lyonnaise. Fort de ses centaines d'adhérents, Lyon-Vélo avait déjà organisé un débat public avec les techniciens de la DDE, de la SNCF et des associations d'usagers, alertant ainsi les pouvoirs publics de la pauvreté des mesures existantes en matière de pistes cyclables. En effet, la ville de Lyon bat le record toutes catégories avec seulement 120 mètres de voies cyclables alors que pour les villes de Brême et de Hambourg, en RFA, les pistes réservées à cet effet atteignent près de 650 kilomètres de longueur.

L'attirance des usagers pour le cycle dépasse toutes les prévisions. Le bilan parle de lui-même : 20 millions de vélos ont été vendus ces onze dernières années, sans compter les 8 millions de cyclomoteurs qui sont eux aussi concernés, bien souvent, par les problèmes de sécurité dans les villes et sur les routes.

La France détient pourtant la lanterne rouge des nations européennes « développées » en matière cyclable. Le vélo : simple fait écologique ou de qualité de la vie, ou bien serait-ce un problème social ?

Paul LEFRAN

VITE DIT... VITE FAIT...

DU PAIN...

M. Marcel Robin, l'ancien boulanger qui fait la grève de la faim pour obtenir l'annulation d'un jugement, est entré dans son 30e jour de jeûne à Orléans (Loiret).

Etant insolvable, M. Robin, quarante-deux ans, refuse de payer les 170 000 F de dommages et intérêts auxquels il a été condamné pour rembourser les dégâts causés par son fils — mineur à l'époque des faits — dans plusieurs cabines téléphoniques d'Orléans en 1979. Par ailleurs, deux des travailleurs immigrés tunisiens clandestins qui poursuivent depuis près de quinze jours une grève de la faim à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire) ont été hospitalisés. Ils réclament la régularisation de leur situation administrative.

DU VIN...

La vente aux enchères de la cuvée 1980 du clos Montmartre, mercredi soir, à la mairie du XVIIIe arrondissement de Paris, a rapporté 70 100 F pour les cinquante caisses de six bouteilles vendues au profit des œuvres sociales de l'arrondissement.

ET DES BOVINS

La SPA de Rouen a porté plainte, mercredi, contre Pierre Lechevalier, un agriculteur normand qui a laissé mourir de faim dix-neuf bêtes de son cheptel. Dix moutons, quatre vaches et cinq veaux, morts entre les mois de février et de mai.

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

- la création
- l'organisation
- la gestion
- le développement de leurs réseaux de transports de voyageurs

156, rue de l'Université 75326 PARIS Cedex 07 - Tél : 550.32.04

L'Etna gronde la Sicile tremble



L'Etna, le plus haut volcan en activité d'Europe, crache des cendres depuis lundi matin. L'éruption est visible depuis la ville de Catane, qui est située à une vingtaine de kilomètres du volcan. Selon les vulcanologues, ce regain d'activité serait dû à une remontée du magmas à l'intérieur du cratère. (Photo Sygma)

Moins qu'un chien

A Saint-Quentin, procès de deux policiers accusés d'avoir torturé un Ghanéen

Deux policiers du commissariat de Saint-Quentin se sont retrouvés mercredi sur le banc des accusés. Ils ont, dans la nuit du 11 au 12 août 1979, insulté et frappé violemment Kwame Osei, un réfugié politique ghanéen. En situation irrégulière, ce dernier avait probablement le double tort d'être noir et de ne pas parler français... Pour l'humilier davantage, on l'a également obligé à boire l'eau de la gamelle des chiens. Après l'ouverture d'une enquête administrative, la conspiration du silence n'a plus joué et les langues se sont déliées...

de notre envoyée spéciale à Saint-Quentin

DEPUIS leur inculpation, en septembre 1979, François Marcaille et Michel Thomas sont suspendus de leurs fonctions. Cela se voit: leur coupe de cheveux n'est plus réglementaire. Les deux policiers n'en reviennent visiblement pas d'être — c'est l'un de leurs avocats qui le souligne — *« assis à ce banc d'infamie »*.

Les bras croisés, tassé sur sa chaise, François Marcaille ne regarde jamais en face la présidente du tribunal quand celle-ci l'interroge: il fixe obstinément le bout de ses chaussures. Agé aujourd'hui de trente-trois ans, ce gardien de la paix était avant cette « bavure » considéré comme un excellent élément: n'avait-il pas fait l'objet de 54 mentions et félicitations au cours de sa carière et obtenu 18,10 sur 20 à sa note administrative? Sa carrure de boxeur rend ses propos peu crédibles. A l'entendre — quand il daigne répondre autrement que par un haussement d'épaules — il ne ferait pas de mal à une mouche. Depuis deux ans c'est simple il n'a pas varié d'attitude: il nie en bloc ce qu'on lui reproche, jure ses grands dieux n'avoir jamais frappé Kwame Oseil. Il a seulement cherché à le maîtriser quand ce dernier *« a tenté de s'échapper »*. Osei — qui pèse 57 kilogrammes — aurait alors déclenché la rage d'un chien policier qui l'aurait renversé...

Un homme borné

Plus âgé, il a quarante-deux ans, son collègue reconnaît avoir gifflé le jeune Africain: *« Des coups, il en a pris. Un gars qui se débat, il en prend. »* Sous-brigadier, Michel Thomas — c'est l'IGS qui parle — *« passe pour courageux et ponctuel, mais ses connaissances professionnelles sont limitées »*. Manière polie de dire qu'il est un peu borné?

Beau-frère du président de la république du Ghana, Kwame Osei avait été obligé de fuir clandestinement son pays en août 1979: le général Achanpong venait d'être renversé par un coup d'Etat militaire, condamné à mort et exécuté. Le 3 août, l'exilé débarque à Paris. Il doit prendre le 4 un train pour l'Allemagne où l'attendent des amis. De là, il rejoindra la Tchécoslovaquie où il a obtenu l'asile politique. Malheureusement, il est refoulé à la frontière: son visa n'est pas en règle.

De retour dans la capitale, et totalement dérouté, il raconte sa mésaventure à un compatriote, Ashanti comme lui, qui lui propose de l'aider en lui vendant de faux papiers contre 2 000 F. Kwame ne possède pas cette somme, l'autre se contente de 800 F, mais lui prend son passeport et son carnet de vaccination. *« Il avait promis de me les rendre sitôt que je l'aurais remboursé. »* Muni d'une carte d'identité française au nom de Patrick Cardon, il reprend le train pour Cologne le 11 au soir.

Quand le contrôleur lui demande son billet, il tend cette carte grossièrement maquillée: la colle, sous la photo, est encore fraîche...

Surpris par ce curieux voyageur incapable de dire un mot dans notre langue, malgré un nom bien français, les contrôleurs lui enjoignent de descendre au premier arrêt. Les policiers alertés le conduisent au poste où il est placé en garde-à-vue. Jusque là rien d'anormal. Ce qui l'est, en revanche, c'est ce qui se passe ensuite. *« Les coups se sont mis à pleuvoir,* raconte Kwame, *on m'a giflé, fait tomber, sauté sur le dos, mon oreille bourdonnait. »*

Moins qu'un chien

Epuisé, affolé, il réclame à boire. *« On a apporté une bassine. Ils ont appelé les chiens de la patrouille qui ont bu puis m'ont forcé à boire à mon tour. »*

Vu son état, le brigadier chef décide, le lendemain matin, de le transférer à l'hôpital. Il y restera quinze jours: il souffre d'un traumatisme facial, d'un œdème de la paupière, d'une perforation du tympan entre autres choses. La presse, alertée par une assistante sociale, militante du MRAP, relate bientôt l'affaire. Bien que Kwame ne porte pas plainte, une information judiciaire est ouverte et l'IGS décide parallèlement de mener son enquête.

Des contradictions apparaissent dans les propos des policiers. Les uns ont vu l'Africain près d'une bassine, les autres content qu'il ait tenté de s'échapper. Les curieuses méthodes du commissariat de Saint-Quentin sont dévoilées: les ordres de garde-à-vue sont signés en blanc par le commissaire Delfosses, le registre des fouilles n'est pas tenu. *« Après avoir convaincu de mensonge les premiers fonctionnaires entendus, le chef de la Sûreté établissait la véracité de la scène intolérable. »*

Me Jacoby, avocat de la partie civile, connu pour ses activités en faveur des droits de l'homme, a réclamé mercredi 110 000 F à titre de dommages et intérêts, et réparation des préjudices tant matériels que professionnels. Il a souligné que cette affaire dépassait le simple délit de coups et blessures volontaires, et qu'elle *« portait une intolérable atteinte à la dignité humaine »*.

Le procureur, Mme Moinard, a requis des peines de prison à l'encontre des deux policiers: de quinze à dix-huit mois pour François Marcaille — dont une partie ferme pourrait être couverte par ses trois mois de préventive — et assortie du sursis pour Michel Thomas.

Mes Fabignon et Kieffler, conseils des deux accusés, ont bien maladroitement défendu leurs clients: *« Il est normal qu'un policier utilise la violence pour neutraliser un délinquant »* a-t-on pu entendre. *« Ils ont déjà été sanctionnés,* ajoutait l'autre, *on leur a retiré leur uniforme. »*

Le jugement sera rendu le 27 mai.

Carine LENFANT

La fin d'un portier de nuit

« Videur » et militant RPR, Jean-Charles Fossecave a été tué de deux coups de fusil à Périgueux

De notre envoyé spécial à Périgueux.

« Nanou » n'avait rien d'un tendre. Lorsqu'on est portier d'un night-club, il vaut mieux savoir se servir de ses poings. Même le RPR appréciait ses vigoureuses qualités physiques.

« C'est un garçon qui a milité pour la campagne de Jacques Chirac » avoue le secrétaire départemental du RPR, M. Pourland.

« Il était très dévoué et ardent à l'affichage. » Bref, Jean-Charles Fossecave, dit « Nanou », avait à n'en pas douter le physique de l'emploi et vice versa, Mais son patron, M. Marcel Ronteix, propriétaire du *Bilboquet,* et ses amis du RPR le présentent avant tout comme un gentil garçon ayant le cœur sur la main. *« On a dit qu'il était bagarreur parce qu'il était ceinture noire de judo,* ajoute M. Pourland, *mais il n'avait rien à voir avec les organisations comme le SAC, inexistant en Dordogne. »*

Alors, on s'interroge. Qui a bien pu assassiner « Nanou » de deux coups de fusil de chasse alors qu'il rentrait paisiblement de son travail, lundi à 3 h 45 ? Un ami l'a déposé devant le hall d'entrée de son immeuble, situé non loin de l'Isle, la rivière qui traverse Périgueux. Là, tapi dans l'ombre, l'attendait son meurtrier.

Les voisins, eux, n'ont rien entendu. Excepté M. Bernard Roquecave qui, réveillé, a jeté un coup d'œil par sa fenêtre et a vu une ombre qui s'enfuyait en courant. Mais il n'a pas eu l'idée d'aller vérifier en bas de l'escalier ce qui avait bien pu se passer.

Il y aurait découvert le cadavre ensanglanté de Jean-Charles Fossecave, vingt-neuf ans, mortellement blessé à la base du cou : une cartouche de calibre 12 tirée à bout portant, ça ne pardonne généralement pas. C'est la femme de ménage chargée de l'entretien de la cage d'escalier qui fera, trois heures plus tard, la macabre découverte.

A la Sûreté, on pense qu'il s'agit d'un règlement de comptes entre petits truands. La PJ vient d'être chargée de l'affaire et oriente ses recherches sur le passé de Jean-Charles Fossecave dont on ignore les activités avant qu'il ne s'installe à Périgueux voilà trois ans. Une chose est certaine, ce meurtre ne sert pas la campagne législative entamée par le RPR. *« Je pourrais m'en servir comme cela s'est fait chez certains de nos adversaires,* dit M. Pourland, *mais rien ne permet d'affirmer qu'il s'agit d'un règlement de comptes politique. »*

Gérard MUTEAUD

«Cherchez la femme»

Prison avec sursis pour le directeur d'une grande école

LA Cour d'appel de Lyon a confirmé la peine de quatre ans de prison ferme infligée, en décembre dernier, a l'ex-directeur de l'école des mines de Saint-Etienne (Loire), Guy Arnouil, quarante-sept ans, pour abus de confiance, faux et usage de faux. La cour d'appel l'a toutefois assortie du sursis pour un an.

Guy Arnouil avait détourné en trois ans près de 600 000 francs au préjudice d'une fondation dont il était le vice-président.

Le juge par le tribunal de Saint-Etienne, il avait expliqué qu'il avait agi ainsi pour entretenir sa maîtresse.

BAS LES MASQUES

Deux hommes masqués et armés ont dérobé, mercredi à Venelles, près d'Aix-en-Provence la paie du personnel d'une entreprise de travaux publics, d'un montant de 600 000 francs, après avoir agressé le comptable de la société.

getrabat S.A.
SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION
getrabat S.A.
33, RUE LEDRU-ROLLIN
670.21.76 94200 IVRY

ENTREPRISE GÉNÉRALE
DE TRAVAUX******
BATIMENTS INDUSTRIELS
ET COLLECTIFS
RABOT - DUTILLEUL
MEMBRE DU GIREC
5, rue du Creusot, 59170 CROIX - Tél. (20) 98.08.08
Agence ARRAS :
48, rue Roger-Salengro 62223 SAINT-LAURENT-BLANGY - Tél. (21) 23.01.69

BRETAGNE SUD :
5 Programmes de
Résidences secondaires
en Loire Atlantique...
☐ Batz/Mer
Résidences du Croît, 3 et 4 pièces avec parking.
☐ Préfailles
A 150 m de la mer, 9 maisons de 3 et 4 pièces avec garage.
☐ La Turballe
A quelques pas [illegible] Bretons [illegible] 581 m2 [illegible]
☐ Piriac
Lotissement du Cohio, 12 terrains à vendre de 403 à 518 m2 (V.E.F.A.)
☐ Carheil
[illegible] exceptionnel de verdure avec tennis [illegible] club house et allées cavalières.
[illegible] pour de renseignements.
[illegible] intéressé(nt)
[illegible] cette annonce.
PA les Pavillons de l'Atlantique
1er CONSTRUCTEUR DEPARTEMENTAL
route de [illegible] Le Lièvreau 44260 MALVILLE
Tél. (40) 89.92.44
Nom
Adresse

SPECIALISTE DE LA VENTE
AUX COLLECTIVITES
FOURNITURES DE BUREAU
FOURNITURES SCOLAIRES
MACHINES A ECRIRE
DUPLICATEURS
MACHINES A CALCULER
BUREAU 2000
8 Av. du Général LECLERC
91120 PALAISEAU
DOCUMENTATION ET TARIFS SUR DEMANDE
010.14.86 010.14.89
PHOTOCOPIEURS
MOBILIER BOIS · METAL
REPARATIONS TOUTES MARQUES
CONTRATS D'ENTRETIEN MACHINES A ECRIRE
LIVRAISONS DANS TOUTE LA FRANCE

Une si petite fuite

A Fessenheim, les responsables de la centrale minimisent l'incident de mardi

La peur est vieille comme le monde. Bien antérieure en tout cas, au nucléaire et à ses centrales. Aujourd'hui, à propos d'une fuite dans les installations de Fessenheim, la crainte a repris le dessus. « *Rien de grave pourtant* », affirme un des responsables de la centrale.

« *La fuite, « de la taille d'une tête d'épingle », détectée à la fin de la semaine dernière entre le circuit primaire et le circuit secondaire de la tranche numéro deux de la centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin) n'a et ne peut avoir aucune répercussion sur l'environnement* », a déclaré à l'AFP, M. Bernard Bernier, chef adjoint de la centrale.

Dans une centrale nucléaire à eau pressurisée (PWR) du type de celle de Fessenheim, trois réseaux de circulation d'eau ou « circuits », totalement indépendants les uns des autres, en principe, assurent trois fonctions bien distinctes depuis la production de chaleur jusqu'à la transformation de cette énergie thermique en énergie électrique.

L'eau, dans un premier circuit, a extrait la chaleur produite par la réaction nucléaire au sein du cœur du réacteur, tout en modérant cette réaction et en refroidissant le cœur : c'est le « circuit primaire ».

L'échange de chaleur entre ce circuit et le circuit « secondaire » s'effectue au niveau de trois générateurs de vapeur. Cette vapeur, fluide chaud sous pression, entraîne les turbo-alternateurs de la centrale qui convertissent l'énergie émise en électricité. C'est au niveau d'un des générateurs de vapeur, que c'est produit l'incident : un contact inopiné entre les deux circuits.

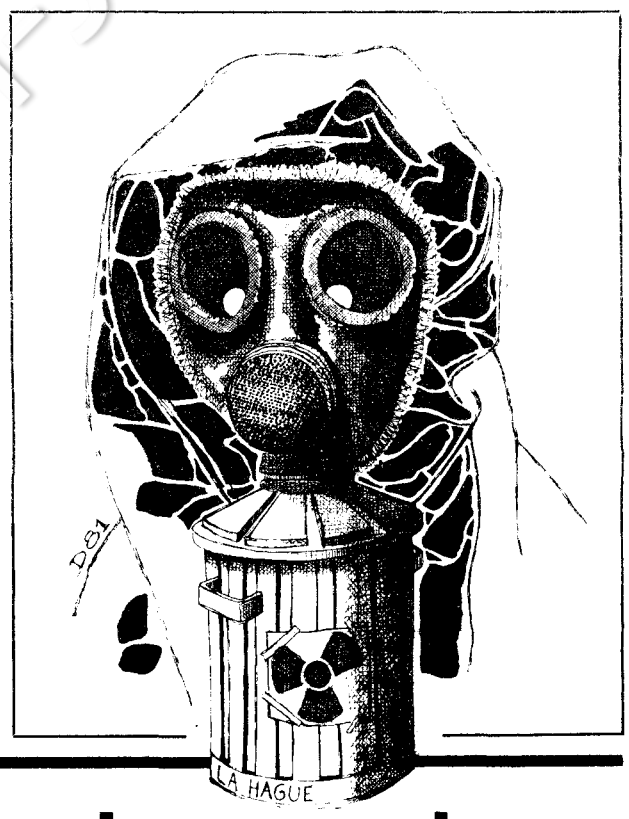
L'eau du Rhin

Sur un des 3 300 tubes, qui permettent l'échange de chaleur, sans contact proprement dit entre les liquides de chacun des deux circuits, une petite fuite a provoqué le passage de l'eau « primaire » radioactive dans l'eau « secondaire », neutre en principe. Le faible débit de la fuite, dix litres à l'heure sur les cinquante millions de litres de vapeur d'eau produite toutes les heures, resterait en deça des normes minimales admises.

En tout état de cause, selon le responsable, la contamination de l'eau « secondaire » est équivalente à celle d'une eau minérale naturellement radioactive. Mais, si le débit de la fuite venait à dépasser la quantité admise, la centrale serait arrêtée : événement qui se produira de toute façon à la fin du mois d'août pour le déchargement prévu du combustible.

Mais, en aucun cas, cette eau faiblement contaminée ne peut polluer l'environnement et en particulier être déversée dans le Rhin, a assuré le responsable.

A. BONNET



Bons et mauvais chasseurs

Deux arrêtés pour la protection des oiseaux et des mammifères?

LE journal officiel du 19 mai publie les deux arrêtés concernant les listes d'espèces d'oiseaux et de mammifères protégés.

Les textes interdisent notamment la destruction, la mutilation, la capture, le transport, la vente et la naturalisation de très nombreuses espèces parmi lesquelles : les coucous, les martinets, les bergeronnettes, les pies, les fauvettes, les grands corbeaux, ainsi que les hérissons, les écureuils, les musaraignes aquatiques, et les chauves-souris.

Deux précédents arrêtés identiques, avaient été cassés le 27 février par le conseil d'Etat, à la demande des taxidermistes et des chasseurs, pour vice de forme (absence de consultation du Conseil national de la chasse et de la faune sauvage). A Tournon (Ardèche), un jugement sur la protection d'un rapace particulièrement rare, vient de condamner à une forte amende, une société de chasse.

Victoire du CORA

Le 21 octobre 1979, un groupe de chasseurs guettant un passage de palombes sur le col des Princes, près de Saint-Martial (Ardèche), abat un Balbuzard-pêcheur, rapace protégé, de plus en plus rare, puisqu'il n'en reste que neuf couples en France, notamment en Corse.

Deux enquêteurs du centre ornithologique Rhône-Alpes se trouvent sur les lieux, mais il ne leur est pas possible de déterminer l'auteur des coups de feu. Les responsables de l'association CORA (Centre ornithologique Rhône-Alpes), décident alors d'assigner la société de chasse communale agréée (ACCA) de Saint-Martial et son président, M. Maurice Marion. La CORA demande 3 500 francs de dommages et intérêts. Le tribunal de Tournon suit les plaignants et condamne la société de chasse de Saint-Martial à payer 2 000 francs de dommages et intérêts et à 1 000 francs au titre des frais de justice.

A l'issue de ce jugement, la CORA qui souligne que c'est « *la première fois qu'une société de chasse est déclarée responsable et condamnée, estime que ce jugement va permettre une meilleure moralisation de la chasse. Les responsables cynégétiques compétents pourront faire le tri, dans leur association, des bons et des mauvais chasseurs* », a-t-elle ajouté.



Les absents n'ont pas toujours tort

Le premier Salon du livre à Paris

TROIS CENT CINQUANTE stands, sept cents exposants, des nouveautés côtoyant de vieux ouvrages ressortis pour l'occasion : le premier Salon du livre de Paris a décidé de frapper plus fort que la rivale qu'il tente de supplanter, la Foire du livre de Nice. Mais ce grand projet, d'où toutes arrière-pensées politiques n'étaient pas absentes, reste loin de faire l'unanimité.

« On assiste à une mort lente, mais qui s'accélère, de la librairie française. A travers elle, l'édition est menacée et, donc, la création. » Jérôme Lindon, directeur des Editions de Minuit, jette une note discordante dans le concert des chantres du salon.

Cette manifestation, qui s'ouvre le vendredi 22 mai au Grand-Palais, à Paris, et s'achève le 27 mai, aura un point culminant : la fête du week-end des 23 et 24 mai. Sept cents éditeurs français et francophones y procéderont à une vente directe des ouvrages de leurs fonds.

A cause de cette vente qui court-circuite les libraires, les Editions de Minuit et Le Seuil ne participeront pas au salon : *« Donner à croire qu'on peut trouver chez l'éditeur des titres qu'on ne pourrait pas se procurer en librairie nous paraît doublement condamnable. »* D'abord, parce que, à part les œuvres épuisées, chaque libraire doit pouvoir fournir n'importe quel titre. Ensuite, parce que cette vente va porter un nouveau coup aux libraires, en détournant d'eux des acheteurs potentiels.

Incitation à la lecture ?

Le directeur des éditions J'ai lu, M. Ditis, conteste l'argument et a toujours défendu le salon au sein du Syndicat national des éditeurs : *« Les libraires gagneront bien plus de ventes au salon qu'ils n'en perdront. Pas tout de suite pour les Parisiens, mais en tout cas pour les provinciaux. De toute façon, tout client recevra un bon de réduction de 20 % sur un achat ultérieur en librairie. »*

Barbu et soucieux de « dédramatiser », M. Pidoux-Payot, président du syndicat, renchérit : *« La fête sera une incitation à la lecture. Avec l'aide des médias, le salon fera vendre dans cette période habituellement creuse... »*

Les organisateurs reconnaissent cependant qu'ils lancent là un ballon-sonde, ou plutôt une fusée à plusieurs étages : des manifestations diverses, dans toute la France, doivent suivre les festivités littéraires parisiennes.

« Il faut qu'ils se sentent coupables, ceux qui n'auront pas offert, le jour de la fête, un livre à leur père, à leur mère, à leur fiancée... » Ce lyrisme est révélateur de la double conviction qui anime M. Ditis : le livre doit être l'affaire de tous, et il se porte bien, merci. *« La situation est florissante : en vingt ans, la « consommation » des Français est passée de 145 à 380 millions de livres ! »*



Jérôme Lindon, directeur des Editions de minuit, a refusé de participer au Salon du livre.

L'absence d'un inconnu

Mais peut-on se fier à ces chiffres globaux ? Une collection à l'eau de rose a vendu l'an dernier quatre fois plus de volumes qu'une série de poche de haut niveau, avec 50 titres pour la première et 1 200 pour la seconde... *« Cela signifie qu'un transfert s'est opéré,* souligne Jérôme Lindon, *au détriment des faibles tirages. Or, tous les bons écrivains commencent par de petits tirages. »*

« Il faut défendre la littérature de recherche, reconnaît M. Ditis. *Mais le plus important reste la défense de l'écrit en général. »* Et, là-dessus, les statistiques sont pleinement satisfaisantes.

Deux conceptions du livre (l'une commerciale, sans complexe ; l'autre plus soucieuse du contenu) s'affrontent donc. Défendre le livre, soit. Mais que recouvre aujourd'hui ce mot ?

« Nous n'avons pas le droit de juger quels sont les bons et les mauvais livres, affirment les « dissidents » du salon. *Mais les possibilités de création disparaissent. Et, ce qui est plus grave, sans que ça se voie. »* Une formule amère résume ces craintes : *« On ne remarque pas l'absence d'un inconnu. »* On remarquera, en revanche, celle du Seuil et des Editions de Minuit au Salon du livre, ainsi que des Presses de la Cité dont les responsables n'ont, de leur côté, pas exposé leurs motifs.

Philippe BERNALIN

Quarante bougies pour «Témoignage chrétien»

TEMOIGNAGE CHRETIEN fête son quarantième anniversaire. A cette occasion, l'hebdomadaire fondé en 1941, dans la clandestinité, par le père Pierre Chaillet, invite tous ses amis à Gagny, le samedi 23 mai.

Au programme, un film (*le Journal d'un prêtre ouvrier,* de Maurice Failevic), mais aussi trois débats sur les thèmes suivants : « L'Amérique latine aujourd'hui », « Quelle paix au Proche-Orient ? », « Témoignage chrétien : une histoire qui s'écrit au présent ».

Suivront deux récitals avec Francesca Solleville et Angel et Isabel Parra. La soirée s'achèvera à 22 heures, avec une célébration animée par Gaëtan de Courrèges.

Au théâtre André-Malraux, à Gagny (Seine-Saint-Denis), à partir de 15 heures. Pour tous renseignements : téléphoner au 246.37.50.

EXPOSITIONS

• ***Souchi :*** *« Espaces », Galerie Lambert, 14, rue Saint-Louis-en-l'Ile, Paris 4e. Du 29 avril au 27 mai.* Le peintre propose aux spectateurs de plonger avec lui dans ses « mondes spatiaux » où la liberté d'imaginer rejoint la liberté de peindre.

• ***Alécos Fassianos.*** *Maison des arts et loisirs de Sochaux. Jusqu'au 24 mai.* Des peintures et des estampes.

• ***Sextant, six artistes suédois contemporains.*** *Centre Georges-Pompidou, Paris 3e. Jusqu'au 1er juin.* La conséquence de 1968, la situation de l'art en Suède dans la décennie suivante. C'est la troisième fois que les Suédois viennent à Paris. Cette fois, trois générations de peintres et de sculpteurs présentent des œuvres d'une séduisante diversité.

• ***La Pioche et l'Aiguille,*** ou *Calais industriel et monumental. Musée des Beaux-Arts et de la Dentelle, 25, rue Richelieu, Calais. Jusqu'au 28 septembre.* Premier bilan de l'histoire urbaine et architecturale d'une ville qui ne vit, depuis 1884, que de la dentelle mécanique. L'architecture des usines et celle des machines, mais aussi celle de l'habitat et de ce « gothique industriel » particulier aux églises du Second Empire.

• ***L'Art du Japon éternel dans la collection Idemitsu.*** *Paris, Petit-Palais. Jusqu'au 31 mai. Entrée : 12 francs ; groupes scolaires : gratuit ; groupes culturels : demi-tarif.* Reflétant les collections du musée Idemitsu, fondé à Tokyo en 1966, cette exposition comporte deux centres d'intérêt : les peintures et les objets d'art. Certaines de ces œuvres quittent le Japon pour la première fois. Calligraphies, objets de laque, kimonos, céramiques restituent un peu la vie spirituelle et quotidienne des Japonais depuis le XVIIIe siècle.

• ***La Mode au parc Monceau.*** *Musée Nissim de Camondo, 63, rue de Monceau, Paris 8e. Jusqu'au 13 septembre. Entrée : 10 francs.* Lieu privilégié de la grande bourgeoisie au XIXe siècle, la Plaine Monceau sert de cadre à une évocation du costume, patrimoine vivant, sous Napoléon III. C'est la première des quatre expositions qui feront le tour de la mode jusqu'au modern style. Toute l'histoire de la société parisienne à travers ses falbalas.

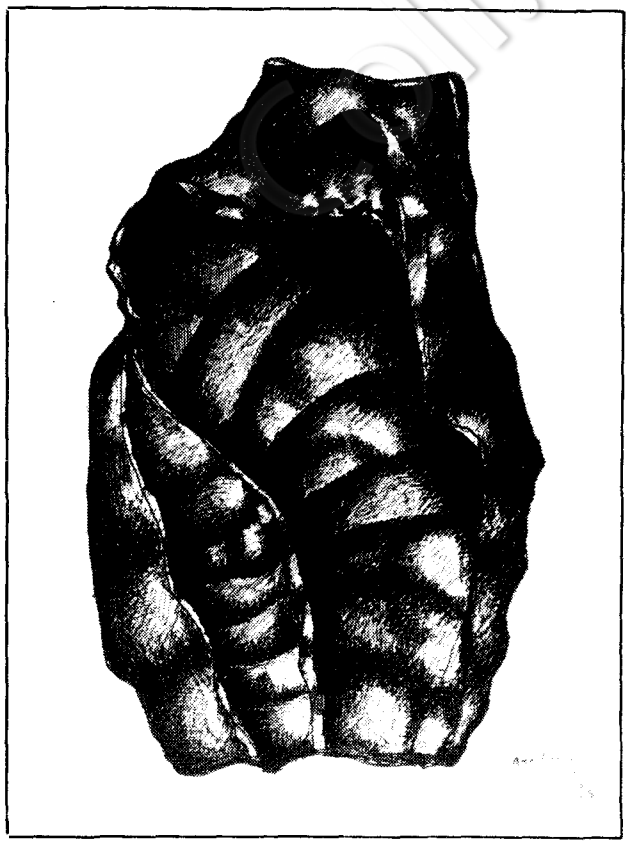
• ***Portraits de femmes.*** *Musée Hébert, 85, rue du Cherche-Midi, Paris 6e. Jusqu'au 14 septembre. Entrée : 7 francs, demi-tarif le dimanche.* Des filles du peuple et de grandes dames, des Italiennes et des Françaises, la comtesse Greffulhe, immortalisée par Proust. Entre 1850 et 1900, ce sont des tableaux peints par Hébert et ses contemporains, les « pompiers » Cabanel, Bonnat, Flandrin, dont on redécouvre le charme désuet.

OBLOMOV



Fernand Léger et le poids des choses

Une exposition au Centre Beaubourg



DES gants avachis, la serrure de la porte d'un compartiment de troisième classe, un tire-bouchon : simples ou perfectionnés, les objets bruts saisis dans leur réalité quotidienne et dessinés par Fernand Léger n'exhibent leurs courbes que pour mieux renfermer leurs mystères.

A l'occasion du centenaire de la naissance du peintre de Biot, une exposition intitulée *la Poésie de l'objet, 1928-1934* (41 dessins et aquarelles) nous fait découvrir l'artiste à la recherche d'une nouvelle plastique.

La génération des peintres des années 1920, fascinée par le modernisme, s'intéresse aux objets neufs de la civilisation. Léger, dernier arrivé dans le cubisme après Braque, Picasso et Juan Gris, sait se dégager de l'influence de ceux-ci et s'évade dans une étude de la représentation de l'objet. Durant six années de travail du dessin, il « dynamise » les formes et délivre le secret des choses.

Dans la mise à nu de l'objet, si la lucidité du peintre en constate le réalisme, sa vaste curiosité en dévoile la profondeur. Tout à la fois intelligent et naïf, il entre en rapport avec son sujet, c'est le choc de cette rencontre qu'il trace.

Tortuosités d'une racine, plis froissés d'un pantalon, anfractuosités d'un silex, Léger, en plasticien du réel, surprend les formes à l'état naturel et nous en offre sa vision subjective. De 1928 à 1934, il a découvert une abstraction poétique qui s'effacera peu à peu de son œuvre future. *Les Acrobates en gris,* toute récente acquisition du Centre Beaubourg, annonce son sujet favori par la suite : l'homme au travail.

Franck MAUBERT

• *Centre Beaubourg, à Paris. Jusqu'au 19 juillet.*

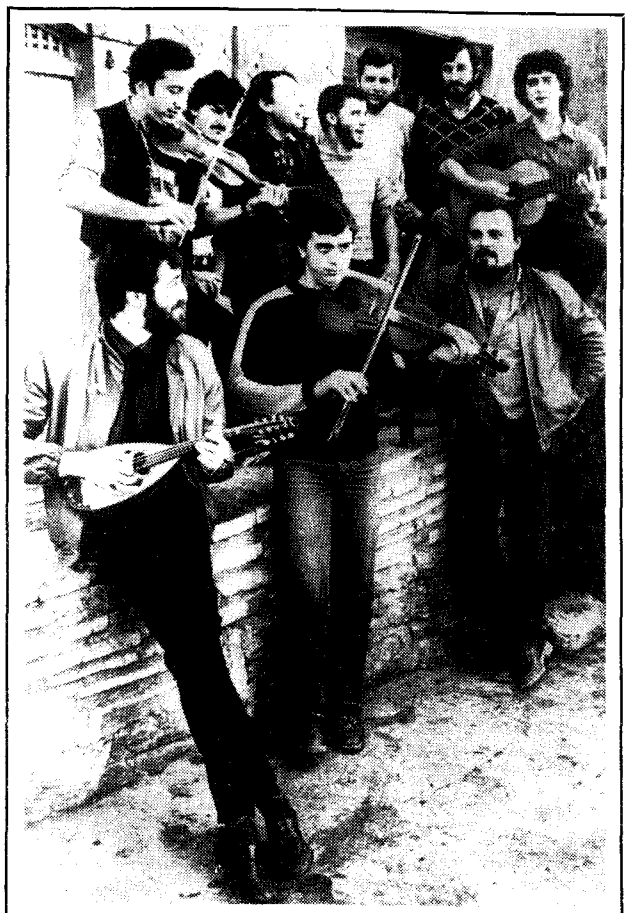
CHEZ VOUS

Aix-en-Provence. Jazz : *René Utreger, Pierre Michelot et Aldo Romano.* Les 22 et 23 mai.

Bordeaux. Festival du Mai musical : l'Orchestre de Bordeaux-Aquitaine, sous la direction de Roberto Benzi présente *la Nuit transfigurée* de Schönberg et de Rinaldo (cantate op. 50) de Brahms. A 21 heures. Grand-Théâtre. Le 22 mai.

Dunkerque. Musique : l'Orchestre philharmonique de Lille présente la *Suite de Porgy and Bess,* de Gerschwin. A 20 h 30. Théâtre municipal. Le 22 mai.

Saint-Brieuc. Musique populaire : *Roland Becker et son groupe.* A 20 h 30. Théâtre. Le 22 mai.



Les Corses à Paris

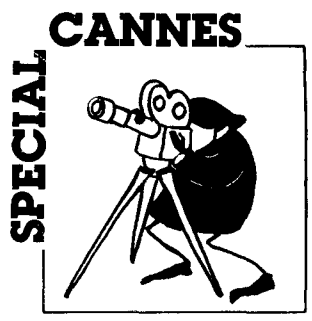
PUISANT son inspiration au cœur de la tradition, *Canta u populu corsu,* est l'un des groupes les plus connus parmi les chanteurs et poètes, défenseurs de la langue corse.

En choisissant ce nom — Le peuple corse chante —, ce groupe affirme sa volonté de faire découvrir « *les formes d'expression d'un passé relativement récent, mais aussi le résultat des recherches effectuées pour adapter l'expression musicale corse au temps présent, le chant étant le miroir de la vie, et non une pièce de musée chargée de la nostalgie du passé.* » Théâtre de la Ville. Paris. A 18 h 30. Du 26 au 30 mai. Tel. : 274.11.24

Les portes du paradis

«Heaven's Gate», de Michaël Cimino (compétition officielle)

SPECIAL CANNES



De notre envoyée spéciale Colette Milon

DEPUIS le temps qu'on en parlait. Depuis le temps qu'on l'attendait... Le voici, enfin, ce film célèbre avant que d'être vu et qui défraya la chronique cinématographique... Retiré en catastrophe de l'affiche aux Etats-Unis pour cause de critique glaciale, remonté, écourté de plus d'une heure — il ne dure « plus » que deux heures et demie — *les Portes du paradis* sort enfin sur les écrans français. Hier, c'était l'événement ; ce n'est plus aujourd'hui qu'un pétard mouillé.

Bien sûr, il a coûté cher, très cher, et ça se voit sur l'écran. Scènes spectaculaires à grosse figuration, bals gigantesques qui n'en finissent pas (Cimino les aime décidément beaucoup ; souvenez-vous du *Voyage au bout de l'enfer*), mouvements, batailles... on en prend plein les yeux. Les pistolets se dégainent, les balles fusent, les cabanes flambent, les chevaux s'écroulent, nous aussi d'ailleurs.

Ce que Cimino a voulu faire est une œuvre fort louable. Une chronique de la vie des immigrants au Wyoming, en 1870, à travers la colère des maîtres des terres qui s'estiment dépouillés de leurs biens et de leur bétail, surtout par les petites gens qui s'en emparent. Impitoyables les propriétaires forment une sorte de Ku-Klux-Klan, et décident d'éliminer tous ces gêneurs minables, tout simplement en les tuant ou, plus exactement, en les faisant tuer.

Le problème, avec ces *Portes du paradis,* — peut-être aurait-il mieux valu voir la première version — c'est qu'ils semblent constitués de deux films qui s'articulent mal.

De longues scènes intimistes diluées, qui n'ont, somme toute que d'énigmatiques rapports avec le grand thème développé, s'encastrent dans les séquences à grand spectacle... A moins que ce ne soit le contraire, car on ne sait des deux quel est le film qu'il faut voir. Aucun peut-être, à moins d'être un masochiste de la pellicule.



Isabelle Huppert et Kris Kristofferson.

Certes, tout n'est pas à jeter, et l'on arrive à glaner par ci, par là, un quart d'heure de très beau cinéma. De superbes photos, de séduisants mouvements de caméra, une volonté dans les scènes « quotidiennes » de faire « couleur locale » (atmosphère, atmosphère...).

L'un des meilleurs moments est sans doute celui où les *Portes du paradis* prend des allures de western — mais là encore, Cimino semble ignorer ce qu'est une ellipse, et filme sans se lasser...

Après nous avoir entraîné en enfer (dans le *Voyage au bout de l'enfer,* superbe film sur la guerre au Viêt-nam, confinant au chef- d'œuvre), Michael Cimino a cru bon de nous transporter au paradis... Fort nous est de dire que ces deux heures trente interminables de paradis sont plus longues, insipides, ennuyeuses et mornes que n'importe quel enfer...

Rencontre nationale des radios libres

DES représentants de plus de trente radios libres viennent de participer à une rencontre des radios libres organisée par l'Association pour la libération des ondes (ALO). Au cours de ces debats, les représentants des radios libres ont notamment formulé cinq principes fondamentaux dont une réforme de la législation devrait, selon eux, tenir compte car ils sont *« indispensables pour garantir leur droit à l'existence »* :

— Une instance technique contrôlera la qualité des émetteurs FM, limitera leur portée et répartira les fréquences ;

— Les autorisations d'émettre ne pourront être accordées (en plus des collectivités locales) qu'à des associations à but non lucratif ;

— Des fréquences seront réservées à des stations de faible portée émettant irrégulièrement, style radio-village ou radio de quartier ;

— La publicité sera autorisée dans la limite de cinq minutes par heure non cumulables (disposition indispensable pour garantir l'indépendance des expériences) ;

— Si l'association respectge les critères légaux l'autorisation d'émettre sera automatique.

M. Georges Grall, membre de la commission nationale Information et Culture du PS, a déclaré au cours de cette réunion que le prochain gouvernement cesserait les brouillages et les saisies contre les radios libres.

EN COULISSE

50 000 mots pour un top

Les éditions Nathan viennent de publier *Top* (toute l'orthographe pratique), un dictionnaire orthographique et grammatical de conception nouvelle présentant sous forme alphabétique 50 000 mots et expressions.

Nantes à l'affût des manuscrits de Jules Verne

Le ministre de la Culture et de la Communication vient de conclure un accord de principe concernant le rachat de 97 manuscrits de Jules Verne, dont 37 inédits et œuvres de jeunesse, qui seront conservés à la bibliothèque municipale de Nantes.



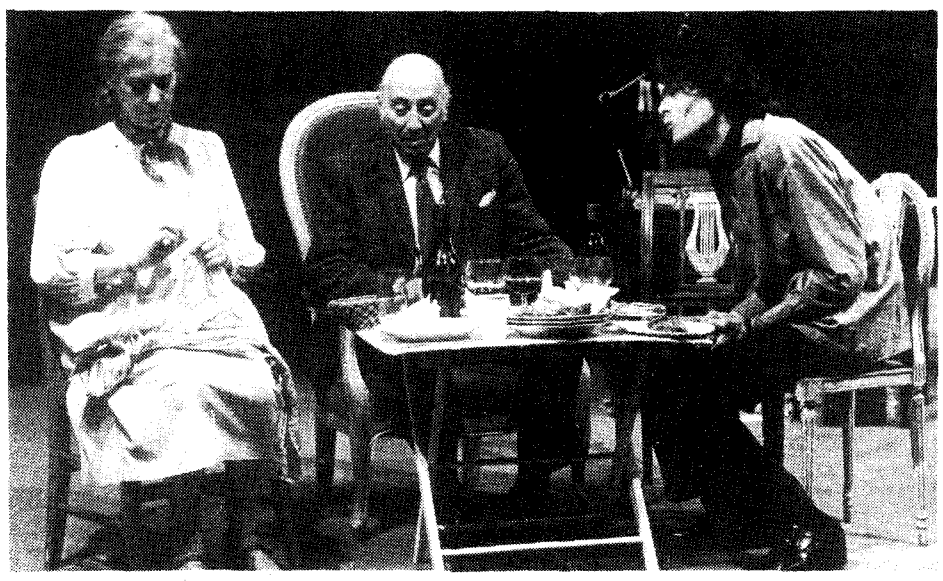
Une mort amicale

«Les Amis», d'Arnold Wesker

TOUTE littérature, tout théâtre parle de la mort. Elle est au centre du débat. Souvent, elle s'avance masquée, déformée, méconnaissable, voire niée. Au théâtre du Lucernaire, à Paris, la mort est sur scène presque sans voile, au cœur d'un grand lit blanc, sous les traits pâles d'une jeune femme (Madeleine Marion), étiquetée leucémique. Pas de détour, pas de symbole ou de faux-semblant pour dire cette agonie.

Cette mort, présente dans l'espace, et proche dans le temps, est un prétexte pour nous conter la vie. Des vies : celle du frère (Laurent Terzieff), de l'amant (Roger Mollien), de l'ami (Claude Aufaure), qui trouvent autour de la jeune moribonde la chaleur d'une amitié nourrie d'utopie et de générosité.

Un peu de l'esprit de Mai 1968 qui soufflerait en chambre. L'origine modeste des jeunes gens leur donne une conscience de classe qu'une réussite en affaires, à leur insu, et qui d'ailleurs maintenant se termine, leur a laissé le temps d'exprimer avec beaucoup d'humour.



Pascale de Boysson, Grégoire Aslan et Laurent Terzieff. (Photo Bernand)

Mais les affaires sont les affaires et lorsque celles-ci vont mal, fini le rêve ! C'est ce que viennent dire, dans ce microcosme chaleureux, *d'autres amis* : celui qui refuse le rêve (Grégoire Aslan), celle qui souffre de frustration affective (Pascale de Boysson), et celle qui déborde d'autorité (Gisèle Touret).

Tout est alors en place pour que la guerre éclate. Le conflit auquel nous sommes conviés sera feutré, sans véritable agressivité, presque un jeu de société, parce que à six dans la chambre d'une mourante, il faut bien se distraire. Une joute où cependant les caractères se révèlent. Les personnages refusent en effet de n'être que les porte-parole de leur seule détermination sociologique ; ils existent pour leur propre compte, à leurs frais pourrait-on dire. Humains jusqu'à se contredire, se découvrir, s'effrayer d'eux-mêmes.

Les comédiens qui ont parfaitement compris cette réalité la restituent fidèlement. Ils mettent ainsi en relief l'une des qualités majeures de la pièce : l'authenticité des personnages judicieusement soulignée par la mise en scène d'Yves Gasc.

Claude BROUSSOULOUX

• *Théâtre du Lucernaire, à Paris, tous les soirs à 20 h 15.*

Jeudi 21 mai

20 h 35 — Salut champion.
Feuilleton en sept épisodes. Scénario : Denis Lalanne. Réalisation : Pierre Lary.
Sixième épisode. L'été commence à Roland-Garros.
Vincent et Juliette essaient d'obtenir un reportage exclusif sur un champion de tennis.

21 h 25 — L'événement.
Magazine d'actualité de Jean-Marie Cavada et Michel Thoulouze.
La Dame de fer de Reagan ; Pauvre en France ; La situation en Irlande.

22 h 30 — Pierre Soulages.
Réalisation : Jean-Michel Meurice.
Un film sur le peintre et son œuvre sans aucun commentaire de la part du réalisateur. Au spectateur de jeter son propre regard.

20 h 35 — Jeudi cinéma : Le charme discret de la bourgeoisie.
Film de Luis Bunuel (1972).
Avec Fernando Rey, Paul Frankeur, Delphine Seyrig, Stéphane Audran, Bulle Ogier, Jean-Pierre Cassel, Claude Piéplu, Michel Piccoli.



Julien Bertheau dans *le Charme discret de la bourgeoisie.*

Des amis se réunissent et vont dîner au restaurant. Dans la salle de l'auberge est exposé le corps du patron mort dans l'après-midi. Un film drôle et angoissant, plein d'obsessions bunuélesques.
Magazine de l'actualité du cinéma.

20 h 30 — Flic story.
Film de Jacques Deray (1976).
Avec Alain Delon, Jean-Louis Trintignant.
En 1947, Emile Buisson vient de s'échapper de l'hôpital psychiatrique de Villejuif. L'inspecteur Borniche, alias Alain Delon, est chargé de le retrouver.

Vendredi 22 mai

20 h 00 — Un bal masqué.
Retransmission de l'Opéra de Paris. Un opéra de Giuseppe Verdi, sous la direction de Jean-Claude Casadesus.
Réalisation TV : Yves-André Hubert. Mise en scène : Sonja Frisell. Avec José Carreras, Léo Nucci, Katia Ricciarelli.
Le roi de Suède aime Amélia, la femme de son secrétaire.

23 h 05 — Cinq jours en Bourse.
Réalisation : Jean-Michel Pontramier. Présentation : Michel Tardieu.

17 h 20 — Fenêtre sur... La ballade de Léo et de Cabu.
Réalisation : Jean-Paul Salomé. Avec Patrizia Catena, Rémy Jouvin, Véronique Bellegarde.



Léo (Rémy Jouvin) est prêt à tout pour rester libre. (Photo A2)

Rien à faire, Léo et Cabu ne veulent pas grandir ! Un film tourné en dix jours grâce à une subvention du Centre national du cinéma français.

20 h 35 — Noires sont les galaxies.
Feuilleton en quatre épisodes de Jacques Armand. Réalisation : Daniel Moosmann. Avec Richard Fontana, Catherine Leprince, François Perrot.
Deuxième épisode : les morts réapparaissent et Mme Maubourdin est une extraterrestre. Mince alors !

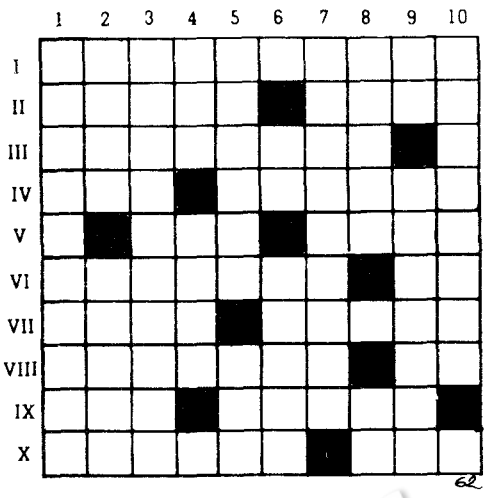
21 h 40 — Apostrophes.
Au Grand-Palais, le bal des débutants.
Emission de Bernard Pivot. Avec Perrine Bize : *Premiers instants* (Lattès) ; Danièle Delouche : *la Malouine* (Flammarion) ; François Forrestier : *la Manducation* (Ramsay) ; André Guyaux ; Liuba Jurgenson : *le Funambule* (Gallimard) ; Marie Laforêt : *Contes et légendes de ma vie privée* (Stock) ; Françoise Hamel : *le Café à l'eau* (Grasset).

23 h 10 — Ciné-Club : La voie lactée.
Avec Paul Frankeur, Laurent Terzieff, Michel Piccoli, Georges Marchal, Delphine Seyrig, Bernard Verley.
Le pèlerinage picaresque de deux vagabonds prédisposés à d'étranges visions mystiques.

20 h 30 — Le nouveau vendredi. Magazine d'actualité.

21 h 30 — Les écumeurs de Lille ou la fille de la bagnarde.
Scénario et dialogues de Maurice Sarfati. Réalisation : Fernand Vincent. Avec Annick Jarry, Jean-Claude Bouillaud, Robert Party, Catherine Dubus.
Un mélodrame décadent, plein de vices et de suspense...

Mots croisés par Lionel



PROBLÈME N° 62

HORIZONTALEMENT. — I. On a des rapports avec elles. - II. Plut chaudement au Moyen Age. Pollue le sang. - III. Un étranger qui produit volontiers ses papiers. - IV. Poulie. Prière d'insérer. - V. On lui voit les côtes. Sa déposition fut rendue publique pendant la Grande Guerre. - VI. Eclat de bois. Note. - VII. Assez répugnant. Petite mangeoire. - VIII. Entrecroiser. Au monde. - IX. Organisation mondiale. Qui peut donc s'accrocher. - X. Bandits. Met de l'ordre.

VERTICALEMENT. — 1. Combla des flûtes pendant la prohibition. - 2. Conviendrait parfaitement à un dîner de têtes. Il est nettement meilleur sur un plateau qu'elle dans une assiette. - 3. Plumitif. - 4. Ce n'est qu'à moitié grivois. Unis. - 5. Antiques chants funèbres. Sapajou. - 6. Dans le vent. Un Saint qui connaissait la musique. - 7. Manipulateur d'as. - 8. Voient passer du monde, le dimanche. Conjonction. - 9. En fin de journée. Ce n'est guère apprécié avec une fraise. - 10. Service non compris, généralement.

SOLUTION DU N° 61

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	M	A	J	U	S	C	U	L	E	S
II	Y	E	U	S	E	■	T	A	L	C
III	T	R	A	I	N	A	I	L	L	E
IV	H	O	N	T	E	■	L	L	A	A
V	O	N	■	E	■	R	E	A	■	U
VI	N	E	R	■	B	A	S	T	E	■
VII	A	F	F	R	E	S	■	I	L	S
VIII	N	■	A	U	T	O	N	O	M	E
IX	E	T	■	S	O	I	■	N	E	P
X	S	■	G	E	N	R	E	S	■	S

Combat
SOCIALISTE

Claude Germon, directeur de la publication.

Claude Gault, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Jean Weber**, chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick Ducheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Paris : René Lenormand, 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Province : OFRES, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. Tél. 285.72.57.
Impression : PIO, 1, boulevard Ney, 75019 Paris.
Commission paritaire : n° 52224.

FÉDÉRATION DU LIVRE — MARQUE SYNDICALE

Pour mes idées, pour que la presse socialiste vive

JE M'ABONNE A *COMBAT SOCIALISTE*

☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
☐ Un an : 550 F
☐ 6 mois : 300 F
☐ Par trimestre : payez 150 F tout de suite
☐ Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

ABONNEMENT COUPLÉ :
***« COMBAT SOCIALISTE »*, 5 jours**
***« L'UNITÉ »*, hebdomadaire, le 6e jour**

☐ Un an : 650 F
☐ 6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....

SELECTION RADIO

Jeudi 21 mai

FRANCE-CULTURE

20 h 00 — Kean, d'Alexandre Dumas. Réalisation : Georges Peyrou.
Avec Jean-Claude Drouot et Jean-Pierre Andréani.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 30 — France-Musique à Cahors.
Portrait musical d'une région de France [illegible] dours du haut Moyen Âge [illegible]

Vendredi 22 mai

FRANCE-CULTURE

21 h 30 — Black and blue. La trompette en jazz.
Par Lucien Malson. Avec Marcel Teboul, Christian Bellest et Jacques B. Hess.

22 h 30 — Nuits magnétiques. Festival international du film à Cannes.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 25 — Un bal masqué, de Verdi.
Avec José Carreras, Katia Ricciarelli. Orchestre et chœurs de l'Opéra de Paris. Direction : Jean-Claude Casadesus.

Combat SOCIALISTE

La passation de pouvoirs

«La majorité politique des Français vient de s'identifier à sa majorité sociale»

François Mitterrand est arrivé, jeudi 21 mai, à 9 h 30, au Palais de l'ELysée. Accueilli par Valéry Giscard d'Estaing, les deux hommes se sont entretenus près de trois quart d'heure en tête-à-tête.

Tandis que le président sortant traversait à pied la cour de l'ELysée avant de monter dans sa voiture, François Mitterrand a eu un entretien privé, dans le salon Pompadour, avec Alain Poher, président du Sénat, et Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale. Il a rejoint alors, suivi de Pierre Bérégovoy, nouveau secrétaire général de la Présidence la grande salle des fêtes où l'attendaient plus de 500 personnalités invitées, parmi lesquelles représentants des corps constitués, les membres de la direction du Parti socialiste et l'ensemble de ses collaborateurs. Roger Frey, président du Conseil constitutionnel proclama officiellement François Mitterrand président de la République Française et le général André Biard lui présenta le grand collier de l'Ordre de la légion d'Honneur. Et dans un silence solennel, le président François Mitterrand devait prononcer le premier discours de sa présidence dont nous publions ci-dessous le texte intégral.

« Messieurs les Présidents, Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs.

En ce jour où je prends possession de la plus haute charge, je pense à ces millions et ces millions de femmes et d'hommes, ferment de notre peuple qui, deux siècles durant, dans la paix et la guerre, par le travail et par le sang ont façonné l'histoire de France sans y avoir accès autrement que par de brèves et glorieuses fractures de notre société. C'est en leur nom d'abord que je parle, fidèle à l'enseignement de Jaurès alors que, troisième étape d'un long cheminement après le Front Populaire et la Libération, la majorité politique des Français, démocratiquement exprimée, vient de s'identifier à sa majorité sociale.

Il est dans la nature d'une grande nation de concevoir de grands desseins. Dans le monde d'aujourd'hui, quelle plus haute exigence pour notre pays que de réaliser la nouvelle alliance du socialisme et de la liberté, quelle plus belle ambition que de l'offrir au monde de demain ! C'est en tout cas la pensée et la volonté qui me portent, assuré qu'il ne peut y avoir d'ordre et de sécurité là où règnerait l'injustice et où gouverneraient l'intolérance. C'est convaincre qui m'importe et non vaincre. Il n'y a eu qu'un vainqueur le 10 mai 1981, c'est l'espoir. Puisse-t-il devenir la chose de France la mieux partagée.

Pour cela, j'avancerai sans jamais me lasser sur le chemin du pluralisme, confrontation des différences dans le respect d'autrui. Président de tous les Français, je veux les rassembler pour les grandes causes qui nous attendent et créer en toutes circonstances les conditions d'une véritable communauté nationale.

J'adresse et je renouvelle mes vœux personnels à M. Valéry Giscard d'Estaing ; mais ce n'est pas seulement d'un homme à l'autre que s'effectue cette passation de pouvoirs, c'est tout un peuple qui doit se sentir appelé à exercer les pouvoirs qui sont en vérité les siens. Demain, si nous projetons notre regard hors de nos frontières, comment ne pas mesurer le poids des rivalités d'intérêts et les risques que font peser sur la paix de multiples affrontements. La France aura à dire avec force qu'il ne saurait y avoir de véritable communauté internationale tant que les deux tiers de la planète continueront d'échanger leurs hommes et leurs biens contre la faim et le mépris.

Une France juste et solidaire, qui entend vivre en paix avec tous, peut éclairer la marche de l'humanité. A cette fin, elle doit d'abord compter sur elle-même. J'en appelle ici à tous ceux qui ont choisi de servir l'Etat. Je compte sur le concours de leur intelligence, de leur expérience et de leur dévouement.

A toutes les Françaises et à tous les Français, au-delà de cette salle et de ce palais, je dis : ayons confiance et foi dans l'avenir. Vive la République ! Vive la France !

A Prague, après l'expulsion de deux Français

Dix Tchécoslovaques restent en prison

« UNE bataille a été gagnée, mais des Tchèques restent en prison », a déclaré à Paris Artur London. L'auteur de *l'Aveu* commentait, au cours d'une conférence de presse qu'il présidait, la libération des deux jeunes Français expulsés mardi de Tchécoslovaquie, Françoise Anis et Gilles Thonon.

L'ancien ministre tchécoslovaque, aujourd'hui président du Comité de défense des libertés en Tchécoslovaquie, a précisé que la manifestation prévue vendredi, à 18 h 30, à Paris, place du Général Gouraud, près de l'ambassade de Tchécoslovaquie, était maintenue dans le but d'obtenir l'arrêt des poursuites contre les seize militants tchécoslovaques récemment appréhendés dont dix sont emprisonnés.

Michel Broué, mathématicien, qui coordonne la campagne lancée par une dizaine d'organisations lors de l'arrestation, fin avril, des deux Français et des militants tchécoslovaques, a indiqué qu'une soirée de solidarité avec les emprisonnés tchécoslovaques était prévue le 3 juin à la Mutualité de Paris.

Selon les représentants de la Charte 77 présents à cette conférence, les persécutions se sont aggravées en même temps que se développaient les événements de Pologne. Ils ont rappelé le sort de Rudolf Batek, emprisonné sans jugement depuis juin 1980.

Mardi après-midi à Ostrava, Alois Indra, président de l'Assemblée fédérale tchécoslovaque, a critiqué *les « actions diverses pour empêcher les poursuites contre les deux jeunes Français »*. Ceux-ci, selon lui, en transportant dans leur voiture des documents « subversifs », une ronéo, des sommes d'argent et des lettres, n'ont fait que montrer une *« compréhension incorrecte du libre échange d'opinion prévu par l'acte final d'Helsinki »*.

Quelques heures avant, le Parti communiste français s'était félicité du succès de son intervention pour obtenir la libération des deux jeunes Français, sans évoquer cependant l'emprisonnement des Tchécoslovaques impliqués dans la même affaire.

Le président de Paribas plaide contre la nationalisation de son groupe

Pierre Moussa, président du groupe Paribas, a plaidé mercredi à Paris contre la nationalisation de son groupe qui *« équivaudrait dans le monde tel qu'il est à une mutilation »*.

Lors de l'assemblée générale des actionnaires de la compagnie financière de Paris et des Pays-Bas, il a notamment souligné que *« Paribas, avec la dimension et l'audience internationale qu'il a atteintes, est, et peut-être demain plus encore, un instrument d'une utilité assez remarquable pour la communauté française à condition que l'on comprenne bien qu'il ne peut l'être qu'en demeurant privé »*.

Pierre Moussa a souligné que plusieurs des réussites que Paribas a inscrites au crédit de l'économie française n'auraient pas vu le jour si le groupe n'avait pas été privé.

Pour la première fois, des actionnaires japonais avaient fait un voyage jusqu'à Paris pour assister à cette assemblée. *« En cas de nationalisation, vous devrez faire des efforts pour conserver les intérêts des actionnaires étrangers »*, a notamment déclaré l'un des participants japonais au président.

BAL POPULAIRE

JEUDI 21 MAI 1981

organisé par la section PS du XIVe

Métro Edgar Quinet : 20 h 30

Fanfares
Folk breton
Reggae
Prise de parole par Edwige Avice
député socialiste

Le Japon limite ses exportations d'automobiles vers le Benelux

LE Japon a décidé de maintenir au niveau de 1980 pendant un an ses exportations d'automobiles vers la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas et de les réduire de 1 % vers le Canada.

Selon un quotidien de Tokyo, *Asahi Shimbun*, citant des sources du ministère du Commerce international et de l'Industrie (MITI), cette décision sera transmise aux pays intéressés après accord des firmes automobiles japonaises.

A la suite du règlement du conflit américano-japonais dans ce domaine, la Communauté économique européenne avait demandé au Japon de limiter volontairement ses exportations d'automobiles vers le Marché commun. Cependant, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, limitant pratiquement elles-mêmes l'entrée des véhicules japonais, le MITI n'avait étudié d'éventuelles mesures de contrôle que vers le Bénélux.

Selon le journal, il n'a pas encore été décidé quand ces mesures entreraient en vigueur.

BREF

• **Un incendie** a presque entièrement détruit, cette nuit, l'entrepôt d'une société spécialisée dans l'étanchéité des bâtiments, dans la zone industrielle de Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise). Les dégâts dépassent un million de francs.

• **Dix-sept personnes ont péri** et huit autres ont été blessées, mercredi, dans l'accident d'un autocar qui est tombé dans un ravin près de la ville de Huaraz, à 400 kilomètres au nord-est de Lima.

• **Trois personnes** ont trouvé la mort et une autre a été blessée, cette nuit, dans un incendie qui a ravagé un petit immeuble vétuste de deux étages, rue Petite-Biesse, à Nantes.

Les journalistes de FR3 contre l'insuffisance des informations passées

Les syndicats de journalistes SNJ, SGJ-FO, SJF-CFDT et SNJ-CGT de FR3 appellent *« les rédactions de FR3 à rester vigilantes »* en prévision des élections législatives. Reçus par le P-DG de la chaîne, ils ont demandé *« des garanties sur la couverture de l'information »* pendant la période des prochaines élections, et notamment que *« le traitement de l'information politique ne soit pas entaché des insuffisances constatées lors de la campagne présidentielle, qu'aucun journaliste ne soit exclu de l'antenne et que le pluralisme soit plus que jamais respecté »*.

Selon les syndicats, M. Contamine a déclaré qu'il consulterait à ce sujet son conseil d'administration de FR3.